



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-05-1/ 2022-05-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche le 1<sup>er</sup> mai.

**Ituri : plus de 300 jeunes d'Irumu sensibilisés sur la paix et la cohabitation pacifique.** A l'initiative de l'Union des jeunes congolais pour le changement, cette rencontre s'est tenue au centre commercial de Komanda à plus ou moins 75 kms de Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Elle a visé la création d'un cadre de concertation de paix chez les jeunes afin de renforcer la cohésion et mettre fin à l'insécurité dans leur milieu. Ce forum a voulu également impliquer les jeunes dans le processus de restauration de la paix dans ce territoire en proie à l'activisme des groupes armés. Le président de l'Union des jeunes congolais pour le changement, a appelé ces jeunes à bannir la haine et à s'approprier des actions du développement de leur milieu.

**Nord-Kivu: environ 17 000 habitants de Kirumba privés de soins de santé de qualité.** « Le personnel soignant a fui cette structure à la suite des menaces issues de la CACIDEKI qui demande des pourcentages aux recettes de cette structure, alors que la CACIDEKI ne fournit pas d'intrants en médicaments à cette structure, mais elle vient seulement pour chercher des pourcentages », a expliqué le président de la société civile. La conséquence est que les populations de Bulinda sont privées de vaccination, de consultations et autres services.

**Bukavu : un parti politique propose la démolition des constructions anarchiques.** « L'autorité doit prendre toutes mesures idoines, permettant de sauver des vies, que ce soit la démolition des maisons construites sur des sites impropres, ainsi que la relocalisation des ménages concernés. Elle doit bien entendu condamner tous les agents de l'Etat qui se sont impliqués de loin ou de près, dans la vente des parcelles dans les sites impropres, parce que cela servira d'exemple », a recommandé le Parti du peuple pour le progrès (PPP) Il encourage également le gouverneur à créer un site d'hébergement et d'accueil des sinistres dans les entités périphériques de Bukavu.

**Uvira : lancement d'un projet d'assistance médicale en faveur des déplacés.** La Fédération des femmes pour la paix et le développement (Fepade), a lancé le 29 avril, un projet d'assistance médicale et protection des déplacés, ayant fui l'insécurité, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). « Nous avons l'échographie, trois chaises pour la consultation, une table pour l'examen, un appareil nébuliseur pour assister les personnes en difficultés respiratoires ainsi que d'autres matériels spéciaux pour secourir les malades. Là où nous ne serons pas capables, nous transférerons ou orienterons les malades ailleurs ». Ce projet de 12 mois est financé par trois organisations internationales, à savoir : Tearfund Netherland, Tearfund UK et Hospitainer Fondation.

**Maniema : une ONG déplore l'interdiction de la rencontre société civile et candidats gouverneurs.** « La Société civile a projeté cette réunion pour aplanir le climat lors des élections du 6 mai. Mais curieusement, le maire a déployé la police pour l'interdire. Et ça viole les prescrits légaux. C'est pourquoi l'ONG Haki Zabinadamu condamne véhément cette attitude qui rappelle les antivaleurs de différents régimes dictatoriaux qui se sont succédé». Le maire de Kindu a affirmé avoir interdit cette rencontre sur l'ordre du gouverneur ai du Maniema.

**Tshopo : les enseignants appelés à abandonner les anti-valeurs.** « Mon interpellation de ce jour est de vous demander de relever le niveau de l'enseignement national en vue de la formation harmonieuse de l'enfant congolais. Qu'on fasse de lui un citoyen responsable, utile à lui-même et à la société et capable de promouvoir le développement du pays. Par conséquent, nous devons donc bannir toutes sortes d'antivaleurs... ». Le gouverneur de province ad intérim a profité de l'occasion pour appeler les candidats, une fois élus, à accorder une place de choix à l'enseignement et promouvoir les écoles de métiers.

**Conférence interprovinciale : plaidoyer pour la création d'emplois pour les jeunes.** Les participants à ce forum ont recommandé à l'Etat de faciliter la création des entreprises pour offrir de l'emploi aux jeunes. Ils l'ont également appelé à octroyer les zones minières d'exploitation artisanale à cette catégorie de la population. L'Etat devra dupliquer les centres économiques dans le Grand-Kasai en vue d'empêcher les jeunes d'aller chercher mieux ailleurs. « Il est demandé aux deux communautés de vivre en harmonie dans le respect mutuel des us et coutumes mais aussi respecter la loi et les autorités légalement établies pour favoriser les vivre ensemble », ont indiqué les participants à cette conférence. Le thème de cette table-ronde : « l'exode rural et le développement des provinces».

**Sud Kivu : tenue d'un forum sur le renforcement de la sécurité et cohésion sociale à Kalehe.** « Nous voulons une cohésion entre les communautés. Nous sommes dans une situation où les communautés ne s'entendent pas. Les acteurs principaux ont jugé bon de se mettre autour d'une même table pour chercher des solutions aux différents problèmes qui sont les leurs », a indiqué le ministre de l'Intérieur du Sud-Kivu. Le territoire de Kalehe est en proie aux conflits communautaires notamment entre les hutus et les tembo.

**Nord-Kivu: le gouverneur militaire appelle au soutien aux Fardc et UPDF.** Le gouverneur militaire du Nord-Kivu a lancé cette invitation au cours de sa mission d'itinérance de trois jours, en territoire de Beni. Il a débuté son périple par l'axe routier Mbau- Kamango, reliant le secteur de Beni -Mbau à la chefferie de Watalinga. Au point Kilométrique 51 de cette route, cet officier militaire a échangé avec le commandant des troupes ougandaises déployées au Nord Kivu et en Ituri pour la traque des ADF. Il s'est ensuite rendu à Kamango et Nobili, deux localités touchées ces derniers mois par les attaques ADF. Ce 30 avril, le général Constant Ndima s'est rendu à Eringeti et Kainama, où le génie militaire des Fardc est en train de réhabiliter une route reliant ces deux localités.

**Elections des gouverneurs : les indépendants autorisés à battre campagne avec l'effigie du chef de l'Etat.** Les candidats à l'élection du gouverneur au Kasai-Oriental sont autorisés, depuis le 30 avril, à utiliser l'effigie du chef de l'Etat lors de leurs campagnes électorales. Cette décision contredit le communiqué de l'UDPS publié la veille, à Mbuji-Mayi. Elle a été prise au cours d'une rencontre entre le secrétariat exécutif de la Commission électorale nationale et indépendante, la Police nationale, les candidats gouverneurs ainsi que leurs mandataires. Le président fédéral de l'UDPS au Kasai Oriental a été chargé de veiller à l'application de cette mesure.

**Kindu : rencontre d'informations sur l'évolution du processus électoral.** Cette rencontre a réuni, à Kindu, les acteurs politiques et ceux de la société civile. La Ceni a visé, à travers cette activité, baliser la voie du processus électoral dans cette partie du pays. Les partis politiques et groupements invités ont loué cette initiative.

**Butembo: incitation des jeunes à l'entrepreneuriat.** Le Conseil urbain de la jeunesse de Butembo a incité, le 1<sup>er</sup> mai, les jeunes de cette ville à l'entrepreneuriat. « Les jeunes ne doivent pas attendre que le gouvernement donne directement le travail à tout le monde, ils doivent plus se créer eux-mêmes des emplois en se lançant notamment dans l'entrepreneuriat ». Il a également recommandé au gouvernement d'appuyer les initiatives des jeunes par l'allègement fiscal et le rétablissement de la paix dans cette région.

**Ituri : les scouts s'engagent dans la lutte contre la désinformation.** Pendant deux jours, les scouts venus des quatre coins de la province de l'Ituri étaient réunis à Bunia dans un cadre d'échange sur la paix, la cohabitation pacifique et l'acceptation mutuelle entre les communautés, gage d'un développement harmonieux de la province. Plusieurs orateurs se sont succédé pour des exposés qui allaient tous dans le même sens ; à savoir : emmener les jeunes à lutter contre la désinformation, qui accentue la haine entre les communautés et contre les autorités et la

Monusco. Parlant précisément de la Monusco, le coordonnateur provincial du mouvement scout, a indiqué que la lutte contre la désinformation était un de leurs chevaux de bataille ; surtout en cette période où la population a besoin de vraies informations sur le rôle exact de la Monusco dans le cadre de la protection des civils.

**Bukavu : l'imam Radjabu appelle les musulmans à cultiver la paix.** Le représentant de la communauté islamique du Sud-Kivu appelle les musulmans de Bukavu à la célébration de ce lundi 2 mai au stade de la Concorde de Kadutu, pour glorifier Dieu mais aussi prier pour le pays. « On a prié le bon Dieu pour qu'il puisse amener la paix dans notre pays surtout dans sa partie Est », a-t-il rapporté, invitant les musulmans à la concorde.

**Bunia : projection du documentaire « Machine à tuer ».** Le film documentaire « Machine à tuer » a été projeté le 30 avril pour le public de Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Plus de cinq cents spectateurs, dont des étudiants de l'Université Shaloom de Bunia, ont assisté à la projection de ce film. Celui-ci fait ressortir le degré de violence et d'atrocités des groupes armés locaux et étrangers qui pullulent dans cette province. Richard Uyer Thumithu, concepteur du film, indique que cette œuvre constitue une alerte à la communauté aussi bien nationale qu'internationale sur les enjeux des conflits en Ituri et plus particulièrement la situation que traverse la femme. La projection de ce film va se poursuivre également dans d'autres universités de Bunia ; afin d'appeler les étudiants à privilégier la paix et l'unité pour contribuer au développement de leurs entités respectives.

### Lundi 2 mai.

**Les enseignants du primaire des écoles publiques en grève dès ce lundi.** Le Syndicat national des enseignants des écoles primaires publiques affirme que les promesses faites par le gouvernement, relatives à la majoration des salaires des enseignants du primaire dès la fin du mois d'avril dernier, n'ont pas été tenues. Leurs collègues nouvelles unités (NU) ainsi que les non payés (NP) ne sont toujours pas payés non plus. Ce mouvement de grève est annoncé à quelques semaines de la clôture de l'année scolaire 2021-2022.

**Le ministre de la Défense lance la récolte du maïs et du manioc dans la ferme militaire de Mabana,** située à plus ou moins 85 km de Kinshasa. Le ministre a « procédé au semis de 110 hectares de maïs et 50 hectares de manioc ». Après la semence, 156,4 tonnes de maïs ont été récoltées à Baya, 30 hectares de maïs attendent d'être récoltés à Kamina. En plus, 30 hectares de maïs cultivés à Kananga ont été consommés par les élèves officiers, résultat de l'industrie militaire. 3000 hectares de maïs sont cultivés à Kolwezi. Outre la filière agricole, Mabana regorge d'autres activités, a indiqué le commandant du Corps logistique des Fardc : « Mabana, terre à vocation agro-pastorale, regorge des hangars déjà près pour l'élevage des volailles avec une capacité de production de 35 000 poulets de chair dans chaque 45 jours. On y trouve également la pisciculture ; nous avons des étangs à reconditionner pour une productivité de 120 000 tonnes des poissons dans un espace de 6 mois ».

**Haut-Katanga : les communautés katangaise et Kasaienne veulent faire du « vivre ensemble » une réalité.** Pour le président de l'association socio culturelle Lwanzo Iwa Mikuba : « Avec l'apport de différents gouverneurs, je pense que les choses vont aller mieux. De telles initiatives, il faudrait que tous nous puissions les accompagner d'une manière spirituelle, intellectuelle et aussi notre apport collectif pour que le vivre ensemble puisse être une réussite totale dans notre pays ». Du côté de la communauté kasaienne, on estime que le vivre ensemble est possible avec l'implication de tous. « Les travaux se sont déroulés en toute sérénité et en toute positivité et nous espérons que cette fois-ci, il y a toutes les chances vues l'implication de toute la nation pour vivre ensemble. Il y a toutes les chances que les uns et les autres puissent revenir au bon sens et vivre comme cela a été souhaité ».

**Nord-Kivu : recrudescence des cas d'anémie dans la zone de santé de Kibua, dépourvue des poches de sang.** Selon les sources sanitaires locales, le taux de prévalence du paludisme, qui en est la cause principale, est aujourd'hui de près de 60%. Le médecin chef de cette entité sanitaire, plaide pour un approvisionnement de la zone en produits sanguins, tout en appelant la population locale à éviter le recours à l'automédication. La zone de santé de Kibua, qui couvre 4 groupements administratifs du territoire de Walikale, reste très enclavée à la suite du mauvais état de la route Goma-Masisi-Walikale.

**Ebola à Mbandaka : le gouverneur appelle la population à la vigilance et au respect des mesures sanitaires.** Depuis la déclaration de la 14e épidémie d'Ebola en RDC, qui sévit à Mbandaka, il y a déjà deux décès et plus de 267 contacts. Des équipes de l'OMS procèdent à la vaccination. D'autres partenaires dont l'Unicef, MSF/Belgique, Oxfam, Croix-Rouge sont déjà sur terrain pour leur appui au gouvernement dans la riposte.

**Début de la campagne électorale des gouverneurs dans certaines provinces.** L'élection aura lieu le 6 mai. Ces élections concernent les provinces de Bas-Uele, Haut-Lomami, de Lomami, du Kasai-Central, du Kasai-

Oriental, du Kongo-Central, de Mai-Ndombe, du Maniema, de la Mongala, du Tanganyika, de la Tshopo, du Sankuru ainsi que les élections des vice-gouverneurs des provinces de Kinshasa et du Kwango. Huit candidats sont en lice pour l'élection au poste de gouverneur et vice-gouverneur du Kasai-Oriental. A Lisala, dans la province de la Mongala, 7 candidats sont retenus pour le poste du gouverneur. La tension monte au niveau des états-majors des candidats.

22 candidats au Kongo-Central.

**Sud-Kivu : les Fardc reprennent le contrôle de 3 bastions des Mai-Mai Kijangala à Uvira.** Ces miliciens sont poursuivis « en profondeur par les troupes loyalistes vers les hauts plateaux d'Uvira », rapporte le porte-parole des Fardc. Le commandant du secteur opérationnel Sokola sud Sud-Kivu, appelle les différents groupes actifs dans la région à répondre à l'appel du gouvernement de la RDC en adhérant au programme DDR-C-S.

**Ituri: nouvelle incursion des rebelles ADF à Lolwa.** D'après des sources de la société civile, au moins deux civils ont été tués par ces assaillants. Mais les autorités militaires parlent plutôt d'un mort dans le camp de l'ennemi. L'hôpital public de Lolwa a été vidé de ses malades, même le corps soignant a pris fuite, indiquent les mêmes sources. Après plusieurs heures de combats, les soldats des Fardc ont réussi à repousser ces rebelles vers la grande forêt du groupement Bakpulu.

**Sud-Kivu : accalmie après combats entre deux groupes armés à Fizi.** Le calme est revenu ce lundi 2 mai à Irumba et Ngandura, des villages situés à 15 kms de Minembwe, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi, secteur de Lulenge (Sud-Kivu), où de violents combats signalés depuis le weekend dernier entre Gumino et Biloze Bishambuke ainsi que leurs alliés ont fait près de cinq morts. D'après le président de la société civile des compatriotes congolais, ces combats ont provoqué un déplacement massif de la population civile. Plus de cinquante vaches ont été aussi emportées. Le Gumino/Twiraneho accuse Biloze Bishambuke de coaliser avec les rebelles burundais de Red Tabara, soutenus par le Rwanda, pour exterminer une communauté dans les hauts plateaux. Ce dernier dément ces allégations.

**L'Assemblée va envoyer une mission parlementaire pour calmer la tension sociale à Kamuesha.** Animés tous ensemble par un souci de voir la population cohabiter pacifiquement, les députés nationaux ont approuvé au cours de la plénière de ce lundi la mise en place d'une mission parlementaire des dix députés pour réconcilier les travailleurs de la société Arab Constructors venus du Grand Bandundu et quelques habitants du Kasai. Pour sa part, le porte-parole du parti Nouvel Elan d'Adolphe Muzito, invite les gouverneurs de l'ancien Grand Bandundu à se concerter rapidement avec leurs collègues du Grand Kasai pour mettre fin à cette tension.

**Mardi 3 mai.**

**JED exige l'application des recommandations des états généraux de la presse.** L'ONG Journaliste en Danger (JED) a publié le 2 mai son rapport sur la situation de la liberté de la presse en RDC depuis la tenue des états généraux de la presse tenus du 25 au 28 janvier 2022. Dans ce communiqué, JED indique que trois mois après la tenue des états généraux de la presse, aucune de ses quatre-vingts résolutions n'a connu un début d'exécution, en dépit de la mise en place d'un comité de suivi de ces états généraux présidé par le ministre de la communication. Les journalistes et les médias congolais restent exposés aux diverses pressions et censures, aux arrestations arbitraires et aux menaces directes et indirectes, particulièrement dans les provinces de l'Est du pays sous état de siège, à savoir : le Nord-Kivu et l'Ituri, souligne le communiqué. Au moment où le monde célèbre cette journée dédiée à la liberté de la presse, six journalistes croupissent en prison à Mbandaka et à Bumba; trois médias sont fermés à Mbuji-Mayi et à Mbandaka. Plusieurs journalistes ont rapporté à JED qu'ils avaient été l'objet de menaces et agressions dans l'exercice de leur métier. **Discours de la haine.** Face à la montée du discours de la haine et à la recrudescence des dérives déontologiques, nuisibles à la liberté de la presse, constatées dans certains médias en ligne et hors ligne, JED lance un appel urgent aux instances de régulation et d'autorégulation, d'entamer, sans délai et sans atermoiements, le travail de « salubrité médiatique » tel que décidé par les états généraux, afin d'assainir la corporation et de promouvoir un journalisme plus éthique et plus professionnel.

**Naupess Kibiswa : « L'état de siège n'a pas apporté des gains proportionnels, il y a des résultats insuffisants ».** Le doyen de la coordination de la société civile forces vives, estime que « l'état de siège, non seulement a apporté un peu plus de poids sur les populations en termes de privation de libertés et droits fondamentaux, mais aussi il n'a pas apporté des gains proportionnels, des gains qu'on attendait de lui. Il y a des résultats insuffisants. Tout continue comme avant l'état de siège, et même pire qu'avant l'état de siège ». Le 2 mai, la société civile appelle notamment à la fin de l'état de siège et au renforcement des Fardc et de la Police. La solution ne viendra pas des pays voisins « ce n'est pas celui qui crée le chaos qui peut venir vous sortir du chaos. Les créateurs de tout ce que nous vivons aujourd'hui, ce sont des pays voisins ».

**Les Etats-Unis attribuent 1,5 million USD supplémentaire pour le développement du secteur des médias.**

Ce financement supplémentaire aidera à lutter en RDC contre les informations erronées, les discours de haine et les fausses informations à l'approche des élections de 2023. Selon l'ambassadeur américain, la Journée mondiale de la liberté de la presse fournit l'occasion aux gouvernements de réfléchir sur leur engagement envers la liberté de la presse – en actes comme en paroles – et aux professionnels des médias de réfléchir sur l'éthique journalistique et sur le rôle sacré qu'ils jouent dans une démocratie saine. Il condamne les menaces, le harcèlement et la violence ciblant les journalistes et les travailleurs des médias.

**Au moins 750 policiers armés se sont déplacés d'eux-mêmes du Grand Kasai vers le Haut-Katanga.** « En ce qui concerne la question sécuritaire, nous nous sommes rendu compte que le mouvement de masse qui vient des 5 Kasai vers les provinces du Katanga, ce sont aussi des militaires et des policiers armés qui se déplacent avec la population. Et dans le Haut-Katanga, nous avons plus ou moins 750 policiers armés qui se sont déplacés d'eux-mêmes vers le Katanga », renseigne le gouverneur du Haut-Katanga. Il estime important « d'encadrer les mouvements migratoires. S'ils ne sont pas encadrés, nous pouvons nous retrouver en difficulté ». **Dieudonné Pieme, gouverneur du Kasai : « Les Kasaiens n'ont pas été maltraités au Katanga ».** « J'invite donc le peuple du Kasai à pouvoir se retenir de tout comportement qui pourrait conduire à des revanches ou à la mauvaise compréhension sur ce qui se passe au Katanga. Il y a un débat chaud mais il n'y a pas de maltraitance du Kasaien au Grand Katanga. De la même manière, j'en appelle donc au peuple du Grand Kasai de faire honneur au président de la république et d'afficher l'hospitalité légendaire qui est la leur », a lancé Dieudonné Pieme. Il recommande à la population du Kasai de se désolidariser de ceux qui veulent perturber le vouloir vivre ensemble.

**Pour Muyaya, les élections des gouverneurs doivent être le reflet de celui qui a les meilleures idées pour la population.** Le ministre de la Communication estime « Ces élections ne doivent en rien être le reflet de celui qui a le plus de l'argent mais ça doit être le reflet, le résultat de celui qui a les meilleures idées pour les populations ». Selon lui, la préoccupation principale devrait être celle d'avoir des dirigeants qui seront redevables vis-à-vis de la population. Les candidats gouverneurs sont en campagne. L'élection est prévue le vendredi 6 mai.

**Kongo-Central : actualisation des cartographies pour rapprocher les électeurs des centres de vote.** La commission électorale nationale indépendante a lancé lundi 2 mai à Matadi dans la province du Kongo-Central, l'opération d'actualisation des cartographies opérationnelles pour les élections de 2023. Cette opération permettra la géolocalisation des sites utilisés par la Ceni. L'objectif étant de rapprocher les électeurs des agents de la Ceni pendant les différentes activités liées aux échéances électorales de 2023.

**La DGI réalise le triple de ses assignations (1,5 milliard USD).** La Direction générale des impôts (DGI) a collecté plus de 3 123 milliards FC (1,5 milliard USD). Le directeur de la DGI qui a livré ces chiffres le 2 mai, cite, parmi les facteurs de la performance de la DGI, l'élargissement de l'assiette fiscale.

**Kindu : le centre Lumbulumbu lance des consultations gynécologiques gratuites.** Ces consultations concernent toutes les femmes souffrant d'infertilité primaire et secondaire ainsi que celles ayant d'autres pathologies gynécologiques comme fibrome, les troubles de règles, douleurs et masses aux seins, des douleurs chroniques de la hanche et autres. « Il y aura une prise en charge qui sera sensiblement allégée par rapport à notre coût et ces femmes vont se prendre en charge moyennant le minimum des frais possible pour couvrir les soins eux-mêmes ainsi que quelques examens de laboratoire que nous aurons demandés », a expliqué le gynécologue.

**Sud-Kivu : 2 morts à la suite d'un conflit foncier à Minova.** L'affaire remonte à dimanche dernier, quand une équipe de l'auditorat militaire de Minova a tenté d'arrêter un prétendu général autoproclamé, qui serait impliqué dans un conflit foncier dans la presqu'île de Buzi Bulenga, à une dizaine de kms de Minova-Centre. Un groupe de jeunes s'est donc opposé à cette opération en s'attaquant aux militaires. La société civile de Minova indique que, dans la foulée, une balle perdue a atteint un jeune de quatorze ans, qui est mort sur le champ. En représailles, les jeunes du village de Kagarama ont lynché à mort un militaire de l'auditorat de Minova. Des sources locales parlent de plus de mille ménages de la presqu'île de Buzi Bulenga, qui sont en déplacement vers Minova-Centre et Goma.

**Nord-Kivu : l'UNPC salue le courage des journalistes travaillant dans un contexte sécuritaire difficile.** Au regard de la complexité de la situation socio-politique du Nord-Kivu, la présidente provinciale de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC)/section du Nord-Kivu, a salué la mémoire de tous les journalistes



assassinés dans l'exercice de leur métier. Elle a loué le courage et l'abnégation de tous les autres à braver l'insécurité, les pressions de tout bord et parfois la précarité dans leurs organes de presse. Elle a également attiré l'attention des journalistes sur la bonne utilisation du numérique, notamment les réseaux sociaux, pour améliorer leur travail, et non pas pour régler des comptes à des tiers, jetant ainsi de l'opprobre sur toute la profession.

**Kinshasa : le journaliste Pero Luwara recherché par la justice.** Le parquet demande à la police de rechercher et d'arrêter le journaliste pour être entendu sur des "indices sérieux de culpabilité" qui pèseraient sur lui.

**Matata Ponyo se porte candidat à la présidentielle 2023.** L'ancien Premier ministre motive sa décision par la situation d'instabilité et de précarité dans laquelle évolue la RDC et se dit déterminé à instaurer un leadership et une gouvernance de qualité. Il affirme avoir un rêve, consistant à construire un Congo puissant au cœur de l'Afrique avec une armée et une économie forte dans un état de droit où la justice n'est pas instrumentalisée.

**Mercredi 4 mai.**

**Environ 30 ONG saluent la transparence de l'accord signé entre Dan Gertler et la RDC.** « Nous avons demandé au gouvernement de remettre aux cadastre minier et ministère des Hydrocarbures les actifs et le bloc pétrolier récupéré afin que le traitement soit fait selon les normes de la loi. Donc, nous ne nous opposons pas à une quelconque publication, mais nous pensons que c'est aussi un débat technique et juridique », a affirmé ce militant de la Lucha. Les clauses de ce protocole d'accord sur les carrés miniers et les blocs pétroliers seront bel et bien rendues publiques, avait annoncé le ministre de la Communication et Médias, le 3 mars. Le 25 février dernier, le gouvernement congolais avait trouvé un « accord à l'amiable », avec l'homme d'affaires israélien. Cet arrangement devrait permettre à la RDC de récupérer les blocs et actifs concernés, évalués à plus de 2 milliards USD.

**Rutshuru : retour progressif des habitants, après l'accalmie entre Fardc et M23.** Pour la société civile, le retour de ces populations est également dû à la misère que ces dernières ont vécue dans les milieux de refuge, à Rutshuru comme en Ouganda voisin. Ces habitants préfèrent regagner leurs villages où ils ont laissé leurs champs et récoltes, profitant de cette accalmie.

**Beni : le CEPADHO plaide pour l'assistance d'environ 100 000 ménages de déplacés.** Il a indiqué que la majorité de ces nécessiteux ont fui les attaques des ADF, en Ituri et dans plusieurs villages du territoire de Beni et il a ajouté que ces déplacés installés à Oicha, à Nobili, à Bulongo, à Kasindi, à Mangina, en territoire de Beni, sont dépourvus de tout. « Ces déplacés concentrés dans ces agglomérations sont sans abris, sont sans soins médicaux, sans assistance en vivres et autres produits de première nécessité. Il y a parmi eux des enfants, des élèves qui ne savent pas aujourd'hui étudier ». Cet activiste des droits de l'homme lance son appel particulièrement au ministère des Affaires humanitaires.

**Une ONG appelle l'Etat à sanctionner les auteurs des discours haineux.** « Il faut qu'il y ait des peines à l'encontre d'une personne porteuse de discours ethniques, de haine, séparatistes, identitaires. Cela n'est pas seulement applicable à des individus mais également à des corps comme les médias qui peuvent être de porte-voix des discours ethniques, identitaires », souhaite le président de la « Coalition citoyenne pour le Congo ». Il propose aussi que l'Etat instaure des cadres législatifs, pouvant régler des contentieux au sein des communautés.

**Butembo : les journalistes heurtés à la difficulté d'accès à l'information depuis l'instauration de l'état de siège (UNPC).** « Les journalistes qui travaillent dans les provinces sous état de siège se heurtent quelques fois au problème d'accès à certaines sources d'informations pendant cette période exceptionnelle », a constaté le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), sous-section de Butembo, à l'occasion de la célébration le mardi 3 mai, de la journée mondiale de la liberté de la presse. Il ajoute que, même les cadres de base ont été sommés de ne plus accorder les interviews à la presse, ce qui constitue un frein au travail du journaliste. **Beni : le maire salue le travail du journaliste pendant l'état de siège.** Le maire intérimaire de la ville de Beni (Nord-Kivu), qui a fait cette déclaration à l'occasion de la célébration le 3 mai de la journée mondiale de la liberté de presse, reconnaît que les médias locaux ont joué un rôle dans la sensibilisation de la communauté en ce qui concerne l'état de siège. Il également rappelé les responsabilités des journalistes : « Vous devez retenir que l'état de siège est une période exceptionnelle et qui a des principes qui ne doivent pas être violés. Les journalistes sont en train d'exercer leur métier librement mais, il faut savoir que la liberté a de limites. Donc il faut travailler en respectant les lois du pays ».

**Haut-Lomami : les députés conditionnent le déroulement de la campagne électorale par la perception de leurs émoluments.** « Nous avons convoqué une séance plénière aujourd'hui pour auditionner les projets de

société des candidats gouverneurs et par motion incidentielle, les collègues ont boycotté cette plénière parce que le pouvoir central n'a pas honoré ses engagements en ce qui concerne nos arriérés de paiement. Ce qui a plus énervé les honorables députés c'est le non-paiement du mois de mars qui est déjà payé sur plus de vingt provinces sauf le Haut-Lomami », a déclaré, le rapporteur de l'assemblée provinciale.

**Le diocèse de Kalemie fête ses 50 ans.** A cette occasion, Mgr Jean-Christophe Amade, l'évêque du diocèse a organisé un colloque diocésain en faveur du clergé et laïcs catholiques de ce coin du pays. « On a voulu que ce colloque soit une affaire intérieure parce que c'est un temps pour que les croyants s'examinent. Et cet examen de conscience va leur donner l'ouverture intérieure, la lumière, pour voir le chemin que le Seigneur Jésus-Christ leur demande de faire pour arriver dans la gloire du ciel », a indiqué l'évêque du diocèse.

**Tanganyika : l'organisation "Rien sans les femmes" soutient les candidatures féminines à l'élection du gouverneur.** L'organisation "Rien sans les femmes" apporte son soutien à deux femmes candidates à l'élection du gouverneur et vice-gouverneur dans la province du Tanganyika. Huit candidats sont en lice pour ce poste. Cette organisation indique que les femmes doivent assurer leur présence à tous les postes de responsabilité et soutient que le développement du Tanganyika passera par l'élection d'une femme à la tête de cette province.

**Tanganyika : le ministre de l'Intérieur appelle à l'unité face aux messages de haine et de tribalisme.** Le ministre provincial de l'Intérieur a fait observer que la province du Tanganyika est parmi les provinces de la RDC qui accueillent plusieurs communautés venant d'autres provinces de la RDC. Il a appelé la population du Tanganyika au respect de la loi. « Personne ne restera impuni si elle se livre aux actes tendant à piétiner la loi ou les us et coutumes de cette entité administrative dans son ensemble. Il n'y a pas d'originaires et non originaires, dit-on. Tous les congolais sont égaux devant la loi », a-t-il ajouté.

**Sud-Kivu : quinze personnes poursuivies pour meurtre devant le tribunal militaire à Walungu.** Selon des sources judiciaires, les prévenus sont de présumés criminels de grand chemin. Ils avaient l'habitude d'opérer comme coupeurs de route sur la route nationale numéro 2, entre Bukavu et Mwenga via la localité de Walungu.

**Mbuji-Mayi : concertation entre la Ceni et la société civile pour l'amélioration des services.** « Le but de cette rencontre, c'est d'essayer de voir les faiblesses afin de les corriger, afin que nous ayons les élections qui seront plus transparentes et dont les résultats seraient acceptés par tous » a déclaré la Ceni. En revanche, plusieurs préoccupations ont été évoquées par les participants : le retard des activités prévues sur la feuille de route, les garanties en cas de manque de financement, la réduction des centres de vote à chaque cycle électoral, la sécurisation des élections, la distance des centres de vote, l'utilisation des enseignants dans les activités électorales sans l'aval de leur hiérarchie ainsi que le manque d'indemnisation des écoles vandalisées pendant les élections.

**Lubero : des hommes armés tuent un commandant du sous commissariat de la PNC à Byambwe.** Ces bandits armés ont fait incursion dans le domicile de la victime avant de l'abattre et d'emporter son arme. Ces faits se sont déroulés en présence de son épouse. Son assassinat a créé une psychose au sein des habitants de la région.

**Kasaï-Central : les jeunes recommandent aux députés de choisir un gouverneur ayant un plan de développement.** Dans un message adressé aux députés provinciaux du Kasaï-Central, les jeunes du conseil provincial de la jeunesse demandent à ces élus de faire un « vote responsable » et un « choix qui répond au profil et aux exigences » Du côté du cadre de concertation de la société civile, son président provincial appelle la population au calme et à la retenue à la suite de ces élections.

**Proposition de l'instauration d'une « feuille de route pour les voyageurs » pour arrêter la migration vers le Katanga.** « Arrêter le flux migratoire qui va de l'espace grand Kasaï vers l'espace grand Katanga », est l'une des recommandations formulées lors de la conférence interprovinciale qui s'est tenue du 22 au 30 avril à Lubumbashi (Haut-Katanga). Plusieurs autres recommandations ont été arrêtées, notamment : l'instauration du système de «feuille de route pour les voyageurs ». Pour le gouverneur du Kasaï, la question relative à la feuille de route a suscité un débat houleux au sein de la commission politique administrative et juridique qu'il a présidée. Ceci, au regard du fait que, la constitution stipule que, « tout congolais est libre de s'installer partout sur le territoire national». Considérant néanmoins que le mouvement massif des populations crée du désordre, il était donc temps de mettre en place ce système pour contrôler le flux migratoire, a-t-il précisé. Le gouverneur a aussi reconnu que ce système de la « feuille de route » peut conduire au dérapage. Pour lui, il faudrait, en avale organiser des réunions de collaboration et d'évaluation entre les différentes parties. Les modalités de mise en

œuvre de ce système feront l'objet des débats dans les assemblées provinciales appelées à voter les édits y afférents.

**Nord-Kivu : plaidoyer pour l'accompagnement des déplacés Waloa Luanda.** Des milliers d'habitants du groupement Waloa Loanda, en territoire de Walikale (Nord-Kivu) éprouvent des difficultés, à retourner dans leurs villages, rapporte le comité de la jeunesse de cette entité qui plaide cependant pour l'accompagnement humanitaire de ces habitants en déplacement depuis le mois de mars dernier. Les habitants Waloa Luanda avaient fui leur milieu à la suite des accrochages survenus, du 24 au 26 mars dernier, entre les Mai-Mai Kifuafua et un groupe d'habitants de Malembe. Ces derniers protestaient contre la mort subite d'une femme dont l'enfant venait d'être arrêté par les miliciens.

**Kikwit : 660 ex-militaires démobilisés lancent un cri de détresse à Félix Tshisekedi.** Depuis qu'ils sont là, le 6 janvier 2020, ils vivent très difficilement parce qu'ils ne reçoivent ni salaire, ni ration, ni autre assistance de la part du gouvernement. Ils sont 659 ex-militaires démobilisés et regroupés dans la ville de Kikwit, sur appel du Chef de l'Etat pour réintégrer l'armée. Pour sa part, le commandant de la 11<sup>ème</sup> région militaire de Kikwit, indique que sa région militaire gère les militaires actifs et non les démobilisés. Pour le moment, il n'y a pas réintégration dans l'armée pour ces démobilisés.

**Beni : aucun journaliste arrêté en 2021 (UNPC).** Le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC)/section de Beni, félicite ainsi les journalistes de la région, qui continuent d'exercer leur métier en dépit des difficultés dues aux restrictions de l'état de siège et de l'insécurité. Il a demandé aux animateurs de l'état de siège de beaucoup communiquer pour faciliter la tâche aux journalistes.

**Butembo : relèvement des militaires accusés de tracasseries à Kimbulu.** Selon la société civile locale ces militaires ont été relevés depuis samedi 30 avril après une descente sur le lieu des autorités militaires.

**Gungu : la société civile exige la publication des nomenclatures des taxes et impôts.** Après son monitoring du premier trimestre de l'année en cours, la société civile de Gungu a constaté que plusieurs opérateurs économiques ainsi que certains propriétaires des fermes de ce territoire sont tombés en faillite. Cette structure citoyenne attribue cela notamment à la non-publication des nomenclatures par des services générateurs des recettes. Ces derniers en profitent pour imposer de façon exagérée, des taxes et impôts aux concernés étant ignorants. Le directeur général de la Direction générale des recettes du Kwilu (DGREK), promet de faire la volonté de la société civile en envoyant rapidement la nomenclature à Gungu pour éviter la confusion sur terrain.

**COVID-19 en RDC : déjà 1 260 000 personnes vaccinées, soit une moyenne de 2,3% de la population.** « Ces chiffres, qui placent la RDC à l'avant dernière place sur le plan africain, sont appelés à croître d'ici trois mois ».

**Le Sénat ratifie 5 accords de financement.** Les textes adoptés sont notamment le projet de loi de l'accord cadre pour la protection des investissements entre la RDC et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt entre la RDC et le Fonds africain de développement, le projet de l'accord de crédit entre la RDC et l'Association internationale de développement. Certains projets de lois visent à financer la réhabilitation de la voirie urbaine dans la capitale et la lutte contre COVID-19. D'autres permettront de développer les provinces et territoires déjà sélectionnés afin de booster le développement locale, comme le veut le président Félix Antoine Tshisekedi.

**Matata Ponyo décrie la mauvaise gouvernance de la RDC.** L'ex-Premier ministre a dressé un tableau sombre « Un pays dont les exportations agricoles représentaient près de 30% de ses 24 exportations globales en 1960, mais qui n'en exporte plus que moins de 1% actuellement. Un pays qui vit désormais des importations des produits agricoles qui lui coûtent annuellement près de 2 milliards UDS. Alors que presque tous les produits importés peuvent être produits sur le sol de nos ancêtres. Un pays qui importe les poissons chinchards alors que les poissons meurent de vieillesse dans ses fleuves et lacs très poissonneux. Un pays où la mauvaise gouvernance est prépondérante et place la RDC parmi les pays les plus corrompus au monde. » Ce tableau sombre, selon lui, nécessite une bonne gouvernance et des réformes d'envergure.

**Ebola à Mbandaka : aucun nouveau cas enregistré depuis 4 jours.** Depuis la déclaration de cette 14<sup>ème</sup> épidémie de la maladie en RDC, le 21 avril 2022, le cumul de cas est resté au 1<sup>er</sup> mai de 2 cas confirmés, une femme et un homme, tous décédés, a informé Dr Djigumide à la conférence de presse des Nations unies à Kinshasa.

**Jeudi 5 mai.**



**Elections des gouverneurs : « Toutes les dispositions ont été prises », assure la Ceni.** La Commission électorale nationale indépendante confirme pour ce vendredi 6 mai les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs des quatorze provinces concernées : Bas-Uele ; Haut-Lomami ; Kasai-Oriental ; Kasai-Central ; Kongo-Central ; Kinshasa ; Kwango ; Lomami ; Mai Ndombe ; Mongala ; Maniema ; Sankuru ; Tshopo et Tanganyika.

**Nord-Kivu : clôture de la mission d'itinérance du gouverneur militaire à Beni.** A la dernière étape de cette mission, il s'est rendu à Kasindi-Lubiriha, une commune rurale du secteur de Rwenzori, frontalière avec l'Ouganda. C'est dans ce coin, a-t-il reconnu, que les armées ougandaise et congolaise ont encore beaucoup à faire dans la traque contre les ADF. Peu avant la rencontre avec les différentes couches de la population de Kasindi, Il a échangé avec les responsables de l'UPDF et ceux des Fardc sur l'évolution des opérations militaires.

**Kasai-Oriental : des passagers éprouvent des difficultés pour voyager par avion.** Congo Airways, la compagnie nationale, n'organise de vols sur Kinshasa-Mbuji-Mayi-Lubumbashi-Kinshasa que le dimanche. Quant à la compagnie Africaine d'Aviation (CAA), les vols programmés ont été réduits à un seul par semaine.

**Assemblée nationale : Controverse autour de la question sur le cumul de mandat,** ou la désignation des membres de famille à la chaîne de suppléance aux législatives ou sénatoriales divise les députés nationaux. Pour le G13, cette disposition permettra à la RDC de moraliser la vie politique en empêchant que toutes les responsabilités de gouvernance du pays soient prises en otage par quelques familles bien positionnées. Une démarche que désapprouvent certains élus. « Si vous interdisez aux membres de famille d'être des suppléants, mais pourquoi ils sont candidats ? La constitution dit dans l'article 13, qu'on ne peut pas discriminer quelqu'un en raison de son appartenance familiale etc... », a soutenu Alphonse Ngoy Kasandji.

**Maniema : la société civile invite les candidats gouverneurs au respect des résultats des urnes.** La Société civile souhaite voir ce vote se dérouler dans la quiétude et a également invité les jeunes à ne pas se laisser instrumentalisés lors des joutes électorales. Elle se réjouit par ailleurs du bon déroulement de la campagne électorale des candidats gouverneurs et vice-gouverneurs. Huit candidats se disputent le poste du gouverneur.

**Nord-Kivu : reprise timide des activités à Bunagana, après l'accalmie entre Fardc et M23.** Les activités économiques tournent encore au ralenti du fait que les commerces ne sont pas encore rouverts. Le trafic routier Bunagana-Rutshuru centre reprend aussi timidement alors que certains déplacés retournent déjà dans leurs villages sous contrôle des Fardc. Les rebelles M23 sont toujours retranchés dans les collines de Tshanzu et Runyoni, alors que les Fardc, elles, consolident leurs positions dans les villages Rwanguba, Tshengerero, Gisiza, Kamira, Kabindi et Jomba, le long de l'axe routier Rutshuru-Bunagana.

**Ituri : 2 morts à la suite d'un accrochage entre deux factions rivales de la Codeco à Djugu.** Cet affrontement a éclaté au lendemain de l'assassinat d'un combattant de la Codeco par une faction rivale. Les membres de la famille de la victime, accompagnés d'une dizaine de miliciens, sont allés sur le lieu du drame pour venger la mort de leur frère. Par peur de représailles, des centaines de familles ont vidé leurs localités pour se réfugier dans les localités de Jiba et Ndjalo. De leur côté, les chefs coutumiers locaux plaident pour le déploiement des Fardc.

**Lubero : plus de 40 maisons endommagées après une pluie diluvienne à Kambau.** Selon la société civile cette averse a également détruit une dizaine de salles de classes des écoles primaires. Trois églises protestantes et une chapelle catholique figurent aussi sur la liste de bâtisses endommagées. Aucun mort n'a été enregistré.

**Kinshasa : deux morts dans le braquage de l'agence Western Union à Bandalungwa.** L'agent de sécurité a reçu une balle au ventre avant de succomber de ses blessures, quelques heures après. L'autre victime, le chauffeur du taxi-bus, a reçu à son tour une balle dans la tête après avoir tenté d'empêcher la fuite de ces bandits.

**Cartographie électorale : une ONG appelle la Ceni au respect des limites territoriales.** Le Groupe de réflexion et d'analyse pour le développement du Maniema (GRADEM), fait remarquer que lors de la première cartographie, des erreurs ont été commises. Il cite le cas d'une grande partie du territoire de Pangî qui a été placée, en territoire de Kasongo et de Kailo. Une situation qui a préjudicié les électeurs et candidats du territoire de Pangî. Le chef d'antenne du Gradem dit avoir dénoncé plusieurs erreurs au niveau de Misoke, dans le groupement Ulimba, sans que la Ceni y apporte des corrections.

**Maniema : une structure sensibilise la population sur le changement de mentalité.** Le président national de cette organisation, l'archevêque Léonard Matebwe explique : « Nous partons d'un constat amer selon lequel le Congo n'est pas tel que Dieu a voulu qu'il soit. C'est pourquoi, nous avons ce rassemblement qui veut que la vie des hommes change, à partir d'abord de leur mentalité ». Ce prélat catholique estime qu'avec le changement de mentalité et la prière, les Congolais vivront leur bonheur. Avant l'étape du Maniema, cette structure est passée à Lubumbashi (Haut-Katanga) et Matadi (Kongo-Central).

**Félix Tshisekedi annonce une table ronde sur l'état de siège.** Le Président de la République a dirigé le 4 mai à Kinshasa une réunion d'évaluation de l'état de siège instauré depuis le 6 mai 2021 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. A cette occasion, il a annoncé la tenue prochaine d'une table ronde pour décider de l'avenir de ce régime exceptionnel. Cette initiative a été vivement saluée par les présidents des caucus des députés nationaux du Nord-Kivu, de l'Ituri et celui de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale. L'état de siège avait été décrété au Nord-Kivu et en Ituri pour endiguer l'insécurité récurrente dans ces deux provinces. Cependant, une année après, la société civile, les notabilités locales ainsi que les élus de la région ont cessé de dénoncer la persistance des atrocités perpétrées sur les populations civiles par les groupes armés.

**Bukavu: un forum pour une gestion responsable et licite de la chaîne des minerais.** Le Sud-Kivu est une région marquée par une intense activité minière et par des conflits armés. Ce guide sur l'exercice du devoir de diligence de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) est pertinent dans ce contexte. Il mettra en place un processus permettant de s'assurer que les opérateurs miniers se conforment au droit international mais aussi aux législations nationales pour combattre le commerce illicite de minerais. Les autorités provinciales, les représentants de certains services étatiques ainsi que la société civile, prennent part à ces assises.

**Ebola à Mbandaka : un 3<sup>ème</sup> cas confirmé.** Il s'agit d'un contact à haut risque du premier cas, décédé le 22 avril dernier. Les équipes de riposte de la Division provinciale de la santé (DPS) ont mené les opérations de décontamination à la maison de la victime, ainsi qu'à la vaccination des autres contacts dans le quartier, afin de couper la chaîne de contamination. Cette opération s'est déroulée avec l'appui de l'OMS et de l'UNICEF.

**Maniema : manque de banque de sang à Katakoto,** dans la zone de santé de Kailo. Le médecin directeur a fait que l'hôpital manquait de banque de sang pour la transfusion des malades. Il demande au ministère de la santé de travailler en collaboration avec le partenaire Alima pour rendre disponible la banque de sang. L'hôpital fait face à d'autres problèmes comme le manque d'équipement et d'intrants de laboratoire.

**Kwilu : pas de plénière à l'assemblée provinciale, faute de quorum.** La première plénière, convoquée mercredi 4 mai depuis le début de la session de mars en cours, n'a pas eu lieu ; faute de quorum requis pour siéger. Sur les 48 députés que compte normalement cet organe délibérant, outre ces 17 présents, 13 députés se sont excusés, 10 autres se sont absentés sans motif et 8 sièges sont à pourvoir. Cette plénière est convoquée avec un retard de plus d'un mois à cause du décès de trois députés provinciaux par accident. Pour le président de cet organe délibérant, cette situation d'absentéisme "bloque le développement de la province. Les autres élus du peuple se sont absentés par mauvaise foi pour incriminer le bureau demain".

**Le journaliste Pero Luwara radié par l'UNPC.** Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, Pero Luwara a tenu des propos dégradants à l'endroit du Chef de l'Etat. Entre-temps, le parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe a émis un mandat d'amener à son encontre.

**Election du gouverneur au Kasai-Oriental : l'ECC invite les candidats à accepter le verdict des urnes.** « Aux candidats gouverneurs, nous disons, on va aux élections pour gagner, mais le contraire est possible. Tout en vous souhaitant bonne chance, nous vous invitons à accepter les résultats des urnes parce qu'il y aura qu'un seul gagnant. A la population Est Kasaienne, d'accompagner l'heureux élu par rapport à la réussite de son mandat », a déclaré le coordonnateur de la Commission justice, Paix et sauvegarde de la création à la présidence provinciale de l'Eglise du Christ au Congo/Kasai-Oriental.

**Ituri : début des pourparlers entre les gouverneurs de l'Ituri et Haut-Uele sur le conflit de limites.** Ces échanges visent à décrire les relations tendues entre les populations des chefferies de Logo Lolia dans le Haut-Uele et de Kaliko Omi, dans le territoire d'Aru (Ituri). Le 17 avril dernier, elles étaient même encore réunies autour d'un verre d'amitié quand soudain, chacune des deux parties s'est mise à réclamer une portion de terre censée appartenir à son entité. Cette discussion autour des limites administratives va vite dégénérer en une bagarre généralisée entre les deux villages voisins. Sept personnes ont perdu la vie et plus de deux cents cases ont été incendiées. A cela va s'ajouter un déplacement massif des populations. Les deux gouverneurs vont

chercher une solution définitive au problème qui divise leurs administrés pour le retour de la paix et la cohabitation pacifique, qui avaient toujours prévalu dans ces deux entités.

**Crise sécuritaire de l'Est de la RDC : Christophe Lutundula sensibilise le corps diplomatique.** La vie des Congolais, l'intégrité du territoire national congolais, l'indépendance nationale et la stabilité des institutions de la République n'ont pas de prix et ne peuvent se négocier éternellement, a affirmé le vice-premier ministre, ministre de Affaires étrangères, Christophe Lutundula, le 5 mai à Kinshasa, aux chefs des missions diplomatiques et des représentants des organisations internationales accréditées en RDC. Il leur faisait la restitution des pourparlers du sommet de Nairobi, au Kenya le 21 avril dernier. Selon lui, la RDC et son président continuent à penser qu'une solution rapide et moins coûteuse en vies humaines et en ressources matérielles à la crise sécuritaire de l'Est est la meilleure et possible. Aucun effort ne sera ménagé à cette fin. La main du Président de la République reste tendue, a-t-il poursuivi. Il a également réitéré l'appel du Chef de l'Etat aux Congolais qui sont dans les groupes armés à déposer les armes et à revenir dans les rangs de la nation, avant d'ajouter que la patience a toujours des limites infranchissables. A l'endroit de la communauté internationale, particulièrement, aux Nations unies, Christophe Lutundula, lance un appel à soutenir cette nouvelle perspective de paix dans la région.

**Affaire Bukanga Lonzo : "Matata Ponyo ne peut plus être poursuivi devant la Cour de cassation" (Avocat).** Raphaël Nyabirungu a rappelé l'arrêt du 15 novembre de la Cour constitutionnelle, qui s'est déclarée incompétente de juger Matata Ponyo sur la gestion du parc agroindustriel de Bukangalonzo. Dans l'hypothèse où son client pourrait être traduit en justice devant la Cour de cassation, Nyabirungu pense que cette tentative violerait ledit arrêt qui n'est susceptible d'aucun recours.

**Vendredi 6 mai.**

**RDC : « Ebola n'est plus à craindre car, il existe un traitement » (Dr Muyembe).** « Ebola n'est plus cette maladie qui nous effraie. Nous avons le vaccin, nous avons également deux molécules pour traiter les malades. Ceux qui présentent les symptômes, on peut les traiter et les guérir. Une des molécules appelée Ebanga que nous avons développée avec nos collègues des Etats-Unis », a assuré le Dr Muyembe. Il renseigne en outre qu'à l'heure actuelle, le défi majeur est la vaccination autour des cas détectés.

**Élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de 14 provinces ce vendredi.** La Commission électorale nationale indépendante organise, ce vendredi 6 mai, les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de quatorze provinces de la RDC. Ces scrutins interviennent après la déchéance des gouverneurs et vice-gouverneurs accusés pour la plupart d'incompétence notoire, de mauvaise gestion et de détournement des fonds. Ces votes se déroulent cet avant-midi dans les Assemblées provinciales. **Au Maniema, les jeunes appelés au calme et les députés à un vote utile.** « Chers jeunes, restons à la maison attendons le résultat final des urnes. Agissons responsable, réfléchissons car l'avenir du Maniema est entrain nos mains » a déclaré la présidente du Conseil provincial de la jeunesse. Elle recommande aux élus du peuple de voter utile afin de doter le Maniema des personnes dotées de leadership éclairé, capable d'inscrire la province sur le chemin du développement ». **Tshopo : la société civile veut un gouverneur rassembleur et manager.** La Nouvelle dynamique de la Société civile a souhaité que le futur gouverneur de la Tshopo ait la probité morale et les aptitudes intellectuelles avérées et qu'il ait la capacité managériale incontestables, un casier judiciaire vierge et soit un rassembleur.

**Loi électorale : le G13 pour le quota de 30% de femmes sur les listes électorales.** Pour le G13, la représentation des femmes de manière paritaire dans la constitution des listes électorales n'est par un cadeau mais un impératif, conformément à l'article 14 de la constitution. Celui-ci stipule que : « les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits.

**Kasaï-Oriental : la population peine à voyager par train.** Des sources sur place attribuent cette situation à la suspension des trains courriers de la SNCC à la suite de la pandémie à coronavirus, au pays. Une autre réalité est que le prix du billet de ces trains n'est pas à la portée de toutes les bourses de la contrée. La situation géographique du Kasaï-Oriental, au centre du pays, lui donne pourtant accès par voie ferrée, à partir de la ville de Mwene-Ditu, aux autres provinces du pays, dont le Kasaï-Central, le Haut-Lomami, le Haut-Katanga et le Lualaba.

**Election des gouverneurs : 2 tickets de l'Union sacrée contraints au second tour, 2 indépendants créent la surprise.** Dans la province du Kongo-Central, le candidat de l'Union sacrée, Guy Bandu qui a obtenu 10 voix affrontera Mme Nefertiti Ngudianza qui a récolté le même nombre de voix. La situation est identique dans la

province de la Tshopo où Mme Nikomba Madeleine avec 11 voix va affronter au second tour Tony Kapalata de l'Union sacrée qui a obtenu 9 voix. **Victoire de l'Union sacrée.** Elu par 18 députés sur 22 votants, Hubert Kishabongo Radjabu Kindanda a été porté à la tête de la province du Maniema accompagné de Bernard Yuma Yafali comme vice-gouverneur. La province du Kasai-Oriental sera dirigée par Patrick Mathias Kabeya Matshi Abidi de l'UDPS ayant obtenu la majorité des voix soit 23 sur 23 votants. Mme Julie Kalenga va l'accompagner comme vice-gouverneure. John Kabeya Shikayi qui a obtenu 22 voix sur 33 votants est le nouveau gouverneur du Kasai-Central. Il sera secondé par Martin Makita Fuamba, comme vice-gouverneur. Dans la province de la Lomami, Nathan Ilunga Numbi a été choisi avec 17 voix sur 26 votants. Jean-Robert Nzanza Bombiti a été élu gouverneur de la province du Bas-Uele. Christophe Kondianga est son vice-gouverneur. La province du Kwango a pour nouveau vice-gouverneur Saturnin Tangandandu, plébiscité avec 20 voix sur 20. Gerard Mulumba wa Nkongolo, a, quant à lui, été élu vice-gouverneur de la ville de Kinshasa avec 46 voix sur 48 votants. **3 femmes propulsées.** Il s'agit d'Isabelle Yumba Kalenga Mushimbi élue avec 17 voix sur 28 votants pour diriger la province du Haut-Lomami, Rita Bola qui va diriger la province de Mai-Ndombe ainsi que Julie Ngungwa Mwayuma élue gouverneur de la province du Tanganyika avec 14 voix sur 25 votants. **Deux indépendants s'imposent.** Le Sankuru sera dirigé par Jules Lodi Emongo. En ce qui concerne la province de la Mongala, César Limbaya élu avec 13 voix sur 20 votants et son vice-gouverneur Blaise Mongo, ont obtenu la confiance des élus.

**Kinshasa : la police disperse un sit-in des forces sociales devant le Palais du peuple.** Les forces politiques et sociales réunies au sein du bloc patriotique exigeaient le consensus autour des réformes électorales. Elles veulent obtenir du Parlement une loi électorale consensuelle pour les élections de 2023. Selon le patron de la police de Kinshasa, la police a usé des gaz lacrymogènes parce que les manifestants commençaient à s'illustrer par des actes de vandalisme.

**Samedi 7 mai.**

**Kwango : commémoration du 25e anniversaire du massacre de Kenge.** « En collaboration avec l'association des victimes des massacres du 5 mai 1997, l'ASBL les Jeunes authentiques et visionnaires du grand Bandundu et ses environs (AVIBA), vient d'organiser une messe de suffrage en mémoire des victimes des massacres du 5 mai 1997 en marge de la guerre de la libération menée par l'AFDL. Ces morts n'ont jamais été commémorés. JAVIBA réitère son soutien à la démarche de l'instauration d'un tribunal pénal international pour le Congo que prône le prix Nobel de la paix, Dr Denis Mukwege et COPAX, conscience congolaise pour la paix ».

**Le gouvernement appelé à finaliser le nettoyage du fichier des agents et fonctionnaires de l'Etat.** Le chef de l'Etat a fait cette recommandation au Conseil des ministres afin d'amener l'Etat à maîtriser les effectifs de ses travailleurs. Il a salué l'augmentation de 30% sur le salaire de base des agents de l'Etat et souhaite le rabatement de l'impôt professionnel sur le revenu (IPR) de 15 à 3 %. Félix-Antoine Tshisekedi a encouragé le gouvernement à poursuivre les efforts entrepris pour l'amélioration de la situation sociale des fonctionnaires.

**Elue gouverneure, Julie Ngungwa veut améliorer la situation sociale du Tanganyika.** Julie Ngungwa se propose de réhabiliter les infrastructures de base, de développer l'agriculture, la pêche et l'élevage en vue de remettre sa province sur les rails. Elle veut faire de la lutte contre le changement climatique son cheval de bataille. Dans son programme, elle vise développer le secteur minier, économique, éducatif et de la santé.

**Mongala : la société invite le nouveau gouverneur à privilégier l'unité.** La société civile de la Mongala a invité le nouveau gouverneur à privilégier l'unité pour faire développer cette province. La Mongala a connu les déchéances et réhabilitations à répétition, des contestations et contradictions judiciaires, des gouvernements parallèles, le bicéphalisme à la tête de la province. Cette anarchie n'a pas favorisé la bonne gouvernance pour l'émergence de cette province. **Kasai-Oriental : le nouveau gouverneur promet d'œuvrer pour une cohabitation pacifique.** « Cette victoire, c'est une victoire pour tous. Ce n'est pas une victoire pour un camp contre un autre camp. Nous aurons besoin et nous avons besoin de tout le monde pour relever ces défis. Nous confirmons et nous disons que nous allons travailler dessus. La cohabitation pacifique est l'effort de tous les jours. Et nous devons soutenir cela», a indiqué le gouverneur du Kasai-Oriental. Il a promis de tout faire pour imposer un bon climat entre les gouvernés et les gouvernants.

**Equateur: 3e décès lié à l'épidémie d'Ebola à Mbandaka.** Ce nouveau décès porte à 3 le nombre de morts sur les trois cas confirmés depuis la déclaration officielle de cette épidémie, le 23 avril dernier. La 3e victime a été un contact à haut risque du premier et du deuxième cas, étant de la même famille. Et tous ont succombé à l'épidémie en l'espace de deux semaines. Le défi majeur est la vaccination au tour des cas détectés.

**Loi électorale : le G13 préconise la légalisation du vote électronique, en RDC.** Cette structure politique propose aussi la publication de la cartographie électorale avant la publication du calendrier électoral. Dans sa



démarche, le G13 veut que la publication des résultats se fasse bureau par bureau pour plus de transparence et de traçabilité.

**Kasaï-Oriental : CAA annonce l'amélioration de sa desserte.** La CAA assure qu'avec le retour en RDC, depuis fin avril dernier, de son airbus A 330, sa ligne Kinshasa-Mbuji Mayi passera de 3 à 5 fréquences hebdomadaires. Elle relie également Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) avec Kolwezi (Lualaba) et Lubumbashi (Haut-Katanga) 3 fois par semaine. CAA vient par ailleurs de relancer ses vols au départ de Kinshasa sur Kananga (Kasaï-Central) à raison de 2 fréquences hebdomadaires avec continuation sur Kolwezi et Lubumbashi.

**Kwango : insécurité à Kenge, 2 personnes tuées en une semaine.** « Nous, acteurs et membres de la société civile du Kwango, constatons avec amertume la dégradation sans précédent de la situation sécuritaire de la ville de Kenge et ses environs où il y a eu meurtre de Kutumba Zeelo Jean, suivi de l'assassinat du chef de quartier 316/Katoyi de Mubimba Don Lay ». Le porte-parole de cette structure en appelle à la responsabilité du gouvernement pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens dans ce coin du pays.

**Goma : début des travaux de réhabilitation de l'EGEE.** L'Établissement de Garde et d'Éducation de l'État à Goma est une structure étatique chargée de recevoir les mineurs en conflit avec la loi. Ces travaux de réhabilitation bénéficient de l'appui de la Monusco. Ces travaux permettront d'augmenter la capacité d'accueil de cet établissement qui passe de 60 à 120 enfants. Des centaines d'enfants se retrouvent à la prison centrale à Goma avec des détenus adultes. Situation qui est en contradiction avec les dispositions relatives à la justice pour mineurs.

**Kwilu: hausse des prix de plusieurs produits dans la ville de Bandundu.** Les prix de plusieurs produits dans la ville de Bandundu chef-lieu de la province du Kwilu sont en hausse ces derniers jours. Il s'agit notamment des produits surgelés, des produits manufacturés de première nécessité, les produits agricoles et des produits pétroliers. « Les prix de tous les produits ont flambé. Que les autorités revoient la situation. C'est vraiment catastrophique. Nos revenus sont insuffisants. Que les autorités s'impliquent dans cette situation sinon nous allons crever ». Pour sa part, le président de la FEC/Grand Bandundu, précise que la situation est internationale et est favorisée par notamment la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et plusieurs autres facteurs.

**Félix Tshisekedi attendu ce dimanche au Soudan du Sud.** Tshisekedi sera reçu en tête-à-tête ce 8 mai à Juba, capitale du Soudan du Sud, par son homologue Salva Kiir. En tant que membres de l'East African community, la RDC et le Sud Soudan sont engagés à travailler ensemble pour une paix durable au sein de cet espace régional.

#### **Dimanche 8 mai.**

**Sama Lukonde va désigner le président du conseil d'administration du Fonds de cohérence pour appuyer le DDRCS.** Le Premier ministre congolais l'a annoncé au cours d'une réunion qu'il a tenue, samedi 7 mai à Kinshasa, avec les 5 pays donateurs du fonds de cohérence pour la stabilisation destinée à appuyer le P-DDRCS, à savoir République d'Allemagne, la Norvège, les Pays Bas, la Suède, et la Grande Bretagne. « Nous, les 5 pays donateurs du fonds de cohérence, nous avons discuté avec le gouvernement congolais dans le cadre de ce fonds de cohérence. Nous avons exprimé nos préoccupations, parce qu'il y a eu des changements institutionnels, qui ont entraîné nécessairement quelques conséquences de nomination de nouveaux représentants pour le Conseil d'administration de ce fonds. Avec cette décision, le fonds est maintenant capable de s'orienter vers un appui du programme DDRCS. Le DDRCS, pour nous tous, c'est la chose la plus importante pour opérationnaliser le désarmement, la démobilisation et la réinsertion sociale dans l'Est de la RDC. Aujourd'hui, c'était une réunion au plan politique », a précisé le conseiller politique de l'ambassadeur allemand.

**Goma : la Croix-Rouge sensibilise la population contre le choléra.** La Croix-Rouge de la RDC a sensibilisé, le 5 mai, les vendeurs et acheteurs du marché de Kituku, à Goma (Nord-Kivu) contre le choléra. Axée sur l'hygiène essentielle dans la prévention contre le choléra, cette sensibilisation a bénéficié de l'appui de l'Unicef. A travers cette activité, la Croix-Rouge a voulu éviter que cette maladie se propage à partir de ce marché, carrefour des populations de Kelehe (Sud-Kivu) et du Nord Kivu. La dernière vague épidémiologique de cholera remonte à 2017, lorsque le chef-lieu du Nord-Kivu avait enregistré environ 6 000 cas positifs et 36 décès.

**Nord-Kivu : un calme relatif observé à Mahanga,** en territoire de Masisi, après des accrochages entre des miliciens APCLS et des bergers armés. Selon des sources sur place, le vol de bovins serait à la base des affrontements de deux jours consécutifs entre ces deux parties. Les tirs entendus lors de ces combats auraient paniqué la population qui avait commencé à quitter cette contrée.



**Sud-Kivu : insécurité à Kalehe, 2 personnes tuées en deux jours.** Le président de la société civile affirme que le premier cadavre d'une femme a été vu à Bitale-centre et le second d'une jeune fille, à Numbi. Il a également signalé qu'une personne a échappé aux coupeurs de route, en cette même période. Il plaide pour le renforcement des effectifs de militaires et policiers dans cette entité afin d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

**Kinshasa : 3 cas d'incursions domiciliaires recensés à Mpsa.** Des hommes armés ont tour à tour visité, la nuit du 6 au 7 mai, 3 familles du quartier Tala Ngai, dans la périphérie de Kinshasa. Ces assaillants y ont emporté des sommes importantes en FC et en devise ainsi que des biens de valeur. Le président d'une structure d'autodéfense locale dénommée « Organisation locale de la population », en appelle à l'intervention des autorités de la police nationale. Il attribue la résurgence de cette insécurité à la situation géographique de son quartier, entouré des camps militaires : « Quand vous regardez, en amont c'est le camp Kibomango, en aval, c'est le camp Ceta sans oublier que nous avons un magma d'éléments disparates au niveau de ce qu'on appelle camp PM dont on ne semble pas comprendre qui gère ces éléments. Tout cela crée une insécurité caractéristique dans notre quartier ».

**Butembo : des orphelins du Sida sensibilisés sur le danger de cette pandémie.** L'ONG Femmes engagées pour la promotion de la santé Intégrale (FEPSI) a organisé cette activité à l'occasion de la journée mondiale des orphelins du SIDA. La chargée du programme et évaluation au sein de cette ONG, a indiqué que les orphelins du SIDA ne doivent pas être victimes de marginalisation dans la société. A l'occasion, un orphelin du SIDA a encouragé ses semblables à ne pas se laisser affecté par leur situation. Cette journée mondiale a été célébrée au niveau national sous le thème : « mettre fin aux inégalités et s'engager sur la bonne voie pour mettre fin au SIDA d'ici 2030 »

**Election du gouverneur au Kongo-Central : les candidats interdits de nouer des accords avec des députés.** Cette structure a fait cette recommandation à la veille du second tour de l'élection du gouverneur. Il opposera le candidat Union sacrée, Guy Bandu (10 voix) à Mme Nefertiti Ngudianza (10 voix). La société civile alerte contre des accords entre l'exécutif provincial et des élus.

**Développement de 145 territoires : plaidoyer pour la construction des routes à Shabunda.** Originaires de Shabunda (Sud-Kivu), des notables Lega estiment que les routes aideront à désenclaver leur territoire et le sortir de la pauvreté. Cette délégation a échangé avec les autorités nationales et celles chargées dans la gestion du programme du développement de 145 territoires.

**Accident de Matadi Kibala : une ONG assiste 27 familles des victimes.** L'ONG ADEAC a remis, ce 8 mai à Kinshasa, des chaises, des tables, des parapluies et des sommes d'argent à environ 27 familles des victimes de l'accident de Matadi-Kibala. Ces familles ont perdu leurs membres, en majorité vendeuses, morts électrocutés en février dernier, après la coupure d'un câble de la Snel, à Mont-Ngafula. La présidente de l'ADEAC, explique que ce don vise à soutenir la relance des activités génératrices de ces familles éplorées.

**Butembo : une centaine d'étudiants informés sur le danger de la fistule obstétricale.** Cette activité a été organisée par le forum Inter science, en collaboration avec la Fondation fistule program en marge de la journée mondiale de cette maladie, célébrée chaque le 23 mai. A travers ce forum, les organisateurs disent vouloir lutter contre la fistule obstétricale, en outillant les d'étudiants des sciences médicales sur les notions de base y relative.

**Ituri : lancement d'une campagne de mobilisation des fonds pour la Croix-Rouge.** Cette campagne a été lancée à Bunia, à l'occasion du 159<sup>ème</sup> anniversaire du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant rouge. Le président provincial de la Croix-Rouge en Ituri, a fait savoir que sa fédération ne bénéficie que des appuis spontanés de leurs différents partenaires. Il en appelle ainsi à la solidarité africaine pour appuyer le travail des volontaires de la Croix-Rouge, engagés à apporter les premiers secours aux victimes de différentes catastrophes.

**Kwilu : clôture des travaux de prospection d'un projet d'électrification.** Des investisseurs italiens ont bouclé, le 7 mai, les travaux de prospection du projet d'électrification des territoires de Bagata, Bulungu, Masimanimba et la ville de Kikwit (Kwilu). Le ministre provincial de l'énergie a assuré que ce projet débute dans six mois et consistera à la pose des turbines dans les cours d'eau pour la production du courant.

**Décès du journaliste Christian Ilunga Mwana Bute.** L'illustre disparu est l'un des célèbres animateurs et producteurs des années 90 sur la radio et télévision nationale, la RTNC (ex-OZRT). Pétris de talent et doté d'une riche culture générale, Ilunga Mwana Bute était plus connu à travers ses nombreuses émissions à l'Office zairois des radiotélévisions (OZRT) avec l'émission « pile ou face » et la télévision publique avec les émissions telles que « Clip inter », « hit-parade » et « Savoir choisir ».

**Nord-Kivu : deux scieurs de bois égorgés à Lubero.** Les assaillants ont fait incursion dans la cabane de ces scieurs de bois à Piambo, 8 kms de Kasugho, sur la route Bingi. Là, ils ont rencontré quatre scieurs de planches, qu'ils ont ligotés et cagoulés avant d'égorger atrocement deux d'entre eux. Ils se sont aussi emparés de leurs biens de valeur, alors que deux autres ont réussi à se sauver.

**RDC-Soudan du Sud : Félix Tshisekedi et Salva Kir veulent « stabiliser les villes frontalières ».** Le Président Tshisekedi a été reçu en tête-à-tête dimanche 8 mai à Juba, capitale du Sud Soudan par son homologue Salva Kir. Au cours de cette rencontre de près de 3 heures, ils ont échangé notamment sur les moyens de stabiliser les villes frontalières. La rencontre entre les deux Chefs d'Etat congolais et Sud soudanais s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays voisins qui partagent une longue frontière de près de 650 kms. Après Jurba, le Chef de l'Etat s'est rendu à Abijan, où il va participer à la Cop 15 sur le climat.

**Environ 60 morts après attaque de la coalition Codeco-FPIC à Djugu.** Une soixantaine de civils ont été tués dimanche 8 mai par des miliciens de la Codeco associés à ceux de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) dans la localité de Massasi à 92 kms de Bunia dans le territoire de Djugu (Ituri). Les victimes sont en majorité des orpailleurs. Il parle également d'une trentaine de blessés, qui sont admis dans des structures sanitaires de la place. La Monusco promet d'évacuer certains blessés graves vers Bunia pour des soins appropriés. Ce drame a eu lieu vers 4 heures du matin, alors que les victimes, dont de nombreux orpailleurs, dormaient encore et d'autres revenaient de leurs carrières minières. Ces miliciens armés de fusils et de machettes, venus de Kodulu, Andisa, Matoro et Digene, ont envahi cette localité minière en tirant des coups de feu dans toutes les directions. Ils se sont introduits dans des maisons d'habitation, avant de mettre le feu dans toute la localité.

**Lundi 9 mai.**

**Second tour des élections des gouverneurs du Kongo-Central et de la Tshopo ce lundi.** La Commission électorale nationale indépendante a confirmé la tenue ce 9 mai avant-midi de l'élection des gouverneurs de provinces du Kongo-Central et de la Tshopo. Le président de la Commission électorale nationale indépendante, a présenté les deux candidats du « Kong-Central ». Il s'agit de Guy Bandu Ndungidi. Il est candidat de l'Union sacrée. Il y a aussi Madame Nefertiti Ngudianza Kisalu (indépendante) ». Pour la Tshopo, il a cité « Madeline Nikomba, qui est candidate indépendante et Tony Kapalata de l'AFDC – A ».

**Le massacre des civils à Massasi n'ébranlera en rien la détermination du gouvernement à ramener la paix.** « Le gouvernement a appris avec tristesse le massacre de plusieurs dizaines des compatriotes ce dimanche à Djugu. Il tient à présenter ses condoléances aux familles des victimes et leur rassure de son appui indéfectible pour surmonter cette dure épreuve. Le Gouvernement précise que ce énième acte barbare et lâche des terroristes Codeco sur des populations innocentes n'ébranlera en rien sa détermination à ramener la paix. Tous les réfractaires à la pacification de cette partie du pays subiront la force », promet le gouvernement congolais. **Tueries de Massisi en Ituri : la communauté Nyali-Kilo évoque un bilan de 55 civils tués par la Codeco et la FPIC,** 34 autres blessées et les recherches se poursuivent pour retrouver d'éventuels survivants ou des morts. Les corps des victimes sont pour l'instant exposés à l'église de CECA 20 de Kilo. Le gouvernement évoque un bilan de 35 personnes tuées. De jeunes courageux sont partis tôt ce lundi à Massisi précisément au camp de Blaquette pour rechercher d'autres corps mais, ont été pourchassés par un groupe d'assaillants qui occupent ce village. La communauté Nyali-Kilo déplore la lente intervention des Fardc qui sont dans la région. Ce qui aurait permis aux assaillants d'opérer en toute quiétude. Elle plaide pour des « opérations musclées » en vue de déloger ces combattants qui occupent plusieurs villages de cette entité.

**Préalables avant l'investiture des gouverneurs et vice-gouverneur.** Une investiture qui devra être précédée cependant de quelques préalables, notamment, les réclamations et les contestations des résultats provisoires par certains candidats lésés par le déroulement de vote. En cas des réclamations et contestations, l'Article 172 stipule qu'elles sont portées devant la Cour administrative d'appel du ressort qui statue, sans frais, dans les sept jours de sa saisine. Le dispositif de l'arrêt est signifié à la Ceni, au candidat ou à son mandataire et au bureau provisoire de l'assemblée provinciale. La Ceni à son tour le transmet au Président de la République qui va investir par ordonnance les gouverneurs et les vice-gouverneurs de province élus, dans un délai de quinze jours conformément à l'article 198 de la constitution. Avant d'entrer en fonction, le gouverneur présente à l'assemblée provinciale le programme de son gouvernement. Lorsque ce programme est approuvé à la majorité absolue des membres qui composent l'assemblée provinciale, celle-ci investit les ministres.

**Kwilu : la commune de Dibaya Lubwe menacée par cinq têtes d'érosions, alerte la société civile,** qui risquent de couper la connexion entre cette cité et les autres communes. « Ça monte vite pour couper la voie principale qui mène vers Mangay. Le quartier Ipala, en pleine ville aussi, juste à l'entrée de Dibaya Lubwe et Bongibo aussi en pleine cité. Nous lançons un cri de détresse à toute personne de bonne foi de contribuer pour qu'on puisse arrêter l'avancement de ces érosions ».

**Maniema : Christophe Sadiki sacré évêque anglican du nouveau diocèse de Kalima.** L'évènement a coïncidé avec l'inauguration de ce nouveau diocèse de l'église anglicane. La cérémonie a été présidée par Mgr Georges Titre Ande, archevêque de l'Eglise anglicane du Congo-Kinshasa et de Congo-Brazzaville. Il l'a exhorté en ces termes : « Je t'exhorte de garder le peuple de Dieu. Ce sont les brebis que le Seigneur t'a confiées, tu dois les garder selon les normes de l'Eglise anglicane et de la bible et selon la voie du Seigneur Jésus-Christ».

**Côte d'Ivoire : Félix Tshisekedi participe au Sommet des Chefs d'État sur la lutte contre la désertification et la sécheresse.** Avant d'arriver en Côte d'Ivoire, Félix Tshisekedi a rencontré, le 8 mai dans la journée, son homologue Sud-Soudanais à Juba. Les discussions entre les deux Chefs d'Etat congolais et Sud soudanais ont tourné autour des questions sécuritaires entre ces deux pays voisins. Le Président Tshisekedi a aussi briefé son homologue sur les décisions qui ont été prises au dernier sommet des Chefs d'Etat de la communauté d'Afrique de l'Est avec notamment des solutions politiques d'une part, aux groupes armés locaux ainsi que les groupes armés étrangers qui opèrent en RDC. En dehors de cela, le même conclave des Chef d'Etat de l'Afrique de l'Est avait décidé une solution militaire comme seconde étape. Notamment en créant une force régionale qui s'attaquerait aux forces négatives qui déstabilisent l'Est de la RDC ainsi que toute la région », a-t-il ajouté.

**Tueries de Djugu : Félix Tshisekedi réitère son engagement à éradiquer tout mouvement d'insurrection sur le sol congolais.** « Depuis Abidjan, le Chef de l'État a appris la disparition tragique de 35 citoyens congolais, dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri, morts assassinés par des miliciens de Codeco. Le Président de la République condamne avec fermeté ce crime répugnant et odieux, il présente ses condoléances les plus émues aux familles éplorées et réitère son engagement à éradiquer tout mouvement d'insurrection sur le sol congolais ».

**Kongo-Central : Guy Bandu Ndungidi élu gouverneur.** Guy Bandu Ndungidi a été élu le 9 mai gouverneur de la province du Kongo-Central. Il a remporté le 2eme tour de l'élection de gouverneur, avec 30 voix sur les 41 votants face à sa concurrente, Nefertiti Ngudianza. Guy Bandu aura comme vice-gouverneur, Grace Nkuanga Masuangi Bilolo. **Tony Kapalata, le candidat le plus âgé, déclaré gouverneur de la Tshopo.** Concernant la province de la Tshopo, les deux candidats ayant obtenu le même nombre des voix, le plus âgé a été déclaré vainqueur. Il s'agit de Tony Kapalata.

**Indaba Mining : Sama Lukonde veut convaincre les investisseurs.** Le Premier ministre, accompagné de plusieurs ministres dont celui des Mines ainsi que des membres de la FEC, participe depuis ce lundi 9 mai à Capetown en Afrique du Sud au forum Indaba Mining. Durant trois jours, Indaba Mining réunira près de six mille représentants quelque huit cents multinationales et environ quarante délégations gouvernementales et paragonnementales. La RDC participe dans un contexte de valorisation de ses minerais, surtout ceux qui sont dits stratégiques, le cas du Cobalt. Cela signifie simplement que la RDC ne peut plus se limiter à exporter ses minerais stratégiques et importer les biens et équipements qui en découlent. Pour cela, elle devra développer une industrie minière qui soit compétitive localement. Bien évidemment, les défis en termes d'infrastructures et surtout d'énergie sont énormes. Et c'est là que participer à ce genre de conférences minières peut être intéressant.

**RDC-Rwanda : rencontre à Kigali sur le fonctionnement des activités aux frontières.** Le maire de Goma fait partie de la délégation de la RDC, qui serait conduite par le ministère congolais du Commerce extérieur. Les services douaniers et de l'immigration prennent également part à cette rencontre qui doit durer quatre jours, annoncent ces sources.

**Massacre à Massisi : l'armée rassure la population locale.** L'armée rassure la population que toutes les dispositions sont mises en place pour renforcer la sécurité dans la région de Massisi en Ituri, afin d'éviter d'autres tueries de civils. La communication des Fardc intervient après l'attaque survenue dimanche 8 mai dans la localité de Massisi à 92 km de Bunia dans le territoire de Djugu. Elle indique que ce drame est dû à une dispute entre les groupes armés Zaïre et Codeco pour le contrôle de site minier situé au Camp Blanket dans la localité de Massisi. L'armée appelle la population à se désolidariser des groupes armés et à faire confiance aux forces de sécurité. **Ituri : la Monusco évacue 8 blessés de Mongwalu après une attaque de la Codeco.** Il s'agit des victimes de l'attaque des miliciens à Mongwalu. Selon le chargé de communication de la Monusco en Ituri, cette assistance consiste à sauver des vies de certaines victimes qui sont dans un état critique et leur permettre d'avoir accès aux soins de qualité.

**Nord-Kivu : grève des enseignants des écoles primaires publiques à Beni et Butembo.** Les Syndicats des enseignants réclament la reconnaissance par le gouvernement de nouvelles unités, leur paie et la majoration promise des salaires promise. « Nous avons reçu les listings de la paie du mois d'avril, aucune promesse n'a été réalisée ». Toutes les écoles primaires publiques sont fermées ce lundi dans la ville de Beni. Elèves et enseignants sont absents.

**Sud-Kivu : panique à Minembwe après affrontements entre miliciens.** Selon le président de la société civile locale, les Maï-Maï Biloze Bishambuke et alliés en provenance du secteur de Lulenge continuent de lancer des attaques sur Minembwe-Centre et ses environs. Le porte-parole de Biloze Bishambuke, affirme que les Gumino, Twirwaneho, Android et leurs alliés ont lancé trois attaques en l'espace d'une semaine contre les villages sous leur contrôle dans le groupement Basimunyaka Sud, secteur de Lulenge. Des maisons ont été incendiées et des vaches pillées, après la riposte des Maï-Maï Biloze Bishambuke à Biziba et Kabingo.

**Sud-Kivu : le gouvernement prend en charge 10% des frais de participation à l'examen d'État.** Le gouvernement provincial du Sud-Kivu décide de prendre en charge une partie des frais de participation à l'Examen d'Etat 2021-2022 (EXETAT), selon l'arrêté signé par le gouverneur le samedi 7 mai. Les frais de participation à l'examen d'Etat de l'exercice 2021-2022 au Sud Kivu restent fixés à l'équivalent en francs congolais de 47 USD. Mais le gouvernement provincial décide de prendre en charge seulement 4,5\$ et le reste est à la charge de parents. Par ailleurs, les frais de participation à l'Examen de fin d'études primaires (ENAFEP) sont totalement pris en charge par le trésor public. Cette disposition concerne tant les écoles privées agréés que publiques, précise l'arrêté du gouverneur.

**Mardi 10 mai.**

**Le chef de l'ONU condamne des attaques meurtrières de CODECO dans l'Ituri.** Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a condamné fermement lundi 9 mai, les attaques menées par le groupe armé de la Coopérative pour le développement du Congo le 8 mai dans le territoire de Djugu, dans la province de l'Ituri. Au moins 38 civils, dont des femmes et des enfants, ont été tués sur le site minier de Blakete-Plitu. D'autres civils ont été déplacés et portés disparus lorsque les assaillants ont mis le feu au village voisin de Malika, où ils auraient également violé six femmes, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse. Le 9 mai, la Monusco a mené une opération d'évacuation médicale de civils gravement blessés vers des installations médicales à Bunia, dans la province de l'Ituri. Le chef de l'ONU réaffirme que les Nations Unies, par l'intermédiaire de son Représentant spécial en RDC, continueront à soutenir le gouvernement et le peuple congolais dans leurs efforts pour instaurer la paix et la stabilité.

**Uvira : les secouristes de la Croix-Rouge et du Croissant rouge confrontés aux menaces des combattants armés.** « Notre appel aux groupes armés, c'est de leur dire que la croix rouge, les secouristes volontaires de la croix rouge sont là au bénéfice de toute la population, au service de l'humanité. Nous travaillons pour tous. Nous n'avons pas une couleur de groupes armés. Qu'ils nous laissent travailler dans la paix pour que nous atteignons nos objectifs dans les entités les plus insécurisées du territoire d'Uvira. Nous leur demandons de nous sécuriser, de nous laisser libre passage pour exercer nos actions qui sont humanitaires au profit de la population. Mais nous sommes beaucoup menacés par des appels anonymes des groupes armés, nous avons même des difficultés à faire de tournées dans les différents milieux, notamment Bijombo dans les hauts plateaux. Et cette année, nous avons connu le kidnapping d'un coordonnateur de la croix rouge au niveau de Rubanga (groupement de Lemera). Les groupes armés ne cessent de nous intimider, de nous attaquer aussi. Même hier, pendant que nos collègues étaient à Rubanga, ils se sont heurtés à des intimidations des groupes armés qui font payer le péage route au niveau de Rubanga. Nous n'avons pas assez de matériel adéquat pour la gestion des catastrophes ».

**Sommet d'Abidjan sur le climat : les Chefs d'Etats signent l'engagement pour lutter contre la désertification et la sécheresse. La COP15.** Plus de 2 000 participants, dont une douzaine de chefs d'Etat et de gouvernement, une cinquantaine de ministres et délégués de haut niveau sont attendus à la COP15 de la CNULCD, qui se déroule du 9 au 20 mai à Abidjan. La COP15 de l'UNCCD se réunit sous le thème « Land. La vie. Legs : De la rareté à la prospérité », un appel à l'action pour garantir que la terre, qui est la bouée de sauvetage sur cette planète, bénéficiera également aux générations présentes et futures. La COP15 est la première des trois réunions des Conventions de Rio à se tenir en 2022, la COP15 sur la biodiversité et la COP27 sur le changement climatique se réunissant plus tard à Kunming, en Chine, et à Charm el-Cheikh, en Égypte, respectivement. Le segment de haut niveau se poursuit le 10 mai. La COP15 de la CNULD s'ouvre officiellement le 11 mai et devrait adopter un ensemble de décisions sur ces questions d'ici à sa clôture le 20 mai.



**Beni : deux collaborateurs des ADF condamnés à vingt ans de servitude pénale principale.** Kyanza Mabimbi et Kambale Pelekini, tous de nationalité congolaise, ont été reconnus coupables de participation à un mouvement insurrectionnel par le Tribunal militaire de garnison de Beni. Ils ont été condamnés à vingt ans de servitude principale, le lundi 9 mai par le Tribunal siégeant en matière répressive au premier degré.

**Lubero : des centaines d'enfants et femmes déplacés de guerre frappés par la malnutrition à Kamandi.** « A Kamandi-Gite, les informations que nous avons en provenance du centre de santé de référence, rapportent que 59 enfants de 6 à 59 mois admis aux soins, souffrent de la malnutrition aigüe. 110 cas d'enfants de 6 à 59 mois souffrent de la malnutrition modérée. 59 femmes enceintes souffrent de la malnutrition. La plupart de ces femmes et enfants sont des déplacés. Ils sont là sans assistance humanitaire ni gouvernementale ».

**Un forum sur la politique salariale pour éliminer les inégalités des primes dans l'administration publique.** Pour ce faire le vice-Premier ministre et ministre de la Fonction publique proposera au gouvernement, sur base d'un rapport qui lui a été remis, « l'organisation d'un forum devant permettre de reformer la politique salariale dans notre pays ». Cela passe, selon lui, par la remise à plat d'un certain nombre de choses et d'essayer d'uniformiser les primes au sein des administrations pour « une dilution en faveur des salaires de base ».

**Le Kasai-Oriental, première province en termes de mobilisation de masse contre la COVID-19.** Le Kasai-Oriental est la première province de la RDC où la campagne de masses contre la COVID-19 a réussi avec succès, avec un taux de participation de 111%, soit 285 000 personnes vaccinées. Parmi les facteurs qui ont contribué au succès de cette campagne de masse au Kasai-Oriental figure l'organisation d'une grande caravane motorisée dans les rues de Mbuji-Mayi. A cela, s'ajoute le fait que les autorités provinciales ont servi d'exemple.

**Etat de siège : la militarisation du système judiciaire a mis en péril l'accès à la justice et le droit à un procès équitable.** Amnesty International demande au Président Félix Tshisekedi de « révoquer immédiatement tous les pouvoirs accordés aux juridictions militaires pour juger les civils dans le cadre de l'état de siège ». C'est l'une des recommandations contenues dans le rapport intitulé « RDC : la justice et les libertés en état de siège au Nord-Kivu et en Ituri ». Selon ce rapport : « La militarisation du système judiciaire a encore davantage mis en péril l'accès à la justice et le droit à un procès équitable », allègue Amnesty International. D'après cette ONG, il y a carence des tribunaux et des personnels judiciaires. Les affaires en attente et le nombre croissant de personnes en détention provisoire ont entraîné une « grave surpopulation dans les prisons et une détérioration des conditions de détention. L'état de siège actuellement en vigueur en Ituri et au Nord-Kivu n'a pas permis d'améliorer la protection de la population civile ni la situation générale en matière des droits humains », rapporte cette organisation internationale.

Elle demande au gouvernement notamment de « libérer immédiatement toutes les personnes détenues arbitrairement et de leur donner accès à la justice et à des recours appropriés ».

**Kinshasa : lancement de la 36<sup>ème</sup> édition des Journées congolaises de théâtre pour la jeunesse,** sera donné ce 10 mai au Centre culturel congolais le Zoo à Kinshasa. « Nous avons 41 spectacles et 41 participants entendus comme troupes pour les professionnels. Nous avons 11 spectacles qui sont alignés dont 5 de la ville de Kinshasa. Il y a une troupe qui viendra de Mbanza-Ngungu, une autre de l'ISP Kenge. Donc nous avons des participants qui sont des professionnels. Nous attendons incessamment un ballet qui devrait venir de Luanda (Angola) ». Et de préciser que « ce festival n'est pas un festival de théâtre scolaire, mais c'est plutôt un festival où les jeunes et les professionnels se rencontrent, les premiers jouant pour les autres et les autres leur accordant leur expérience ».

**Maniema : plaidoyer pour une bonne prise en charge des personnes vulnérables.** « Dans notre statistique, nous avons 18 personnes vivant avec le VIH, et 19 enfants orphelins. Pour le moment nous les encadrons, formons en coupe et couture, boulangerie, savonnerie, menuiserie. Nous avons des problèmes de financement et d'aides et nous manquons quelques matériels pour aller de l'avant. Nous demandons aux autorités, le gouvernement provincial et national et aux agences du système des Nations unies telles que l'Unicef de nous venir en aide ou de visiter nos installations afin de voir comment nous sommes en train d'encadrer ces enfants-là », lance le coordonnateur de la plateforme Action pour la protection et la défense des droits de l'enfant.

**Ituri : 15 déplacés tués dans une nouvelle attaque de la Codeco au camp Lodda,** dont une dizaine d'enfants déplacés et un soldat des Fardc la nuit du 9 mai vers 21 h. La coordination de la société civile indique que la population a été surprise par des tirs nourris de ces rebelles. Pour lui cette nouvelle attaque meurtrière est un sabotage contre l'armée qui est engagée dans les opérations militaires contre les groupes armés en Ituri. Il demande au Président de la République de mettre fin à l'état de siège qui n'a pas produit les résultats escomptés.



Environ 70 personnes ont été tuées en l'espace de deux jours, dans le territoire de Djugu, rapporte la société civile.

**Kinshasa : Tony Mwaba et Nicolas Kazadi entendus par la commission mixte Ecofin-Socioculturelle du Parlement.** Les députés nationaux sont préoccupés par la situation de non-paiement, depuis deux ans, de la prime des enseignants ayant surveillés le Test national de fin d'étude primaire (TENAFEP). A cet effet le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) ainsi que le ministre des Finances se sont expliqués lundi 9 mai sur la question devant la commission mixte Ecofin-Socioculturelle de la chambre basse du parlement. Le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et technique s'est dit satisfait d'avoir éclairé la lanterne des élus nationaux et espère voir la vérité éclater au grand jour sur le « prétendu détournement » qui l'avait opposé à l'Inspecteur général des finances. Entre-temps, l'édition 2022 du TENAFEP est déjà dans les pipelines et les prestataires tiennent d'abord à l'apurement de ces arriérés de 2020 et 2021.

**Dieudonne Kaluba écarté de la présidence de la Cour constitutionnelle.** Il a été écarté, mardi 10 mai, à l'issue d'un tirage au sort, avec le juge Prince Fungwa Molima. Les deux ne font donc plus partie de cette haute juridiction. En dépit de leur mandat de neuf ans, selon la loi, tous les trois ans la Cour procède au renouvellement d'un tiers de ses membres, qui peuvent être aussi réélus. Le troisième qui était aussi concerné par ce tirage au sort est Polycarpe Mongul, décédé récemment.

**Haut-Katanga : l'unique frigo mortuaire de Sakania en panne.** « Actuellement nous amenons les corps à l'hôpital de Mokambo. Entre Mokambo et Sakania, c'est 50 kms. Après trois jours, nous partons à Mokambo pour récupérer les corps pour les inhumer Sakania. Voyez le coût pour les gens qui ont perdu les leurs ! »

**Sud-Kivu : 23 cas de rougeole notifiés à Shabunda et 17 autres de choléra à Kabare.** La division provinciale de la santé/Sud-Kivu affirme n'avoir enregistré aucun décès malgré la résurgence de cette épidémie. Le Docteur Bahizire, explique la recrudescence par le refus de certains parents de vacciner leurs enfants. Il a ainsi annoncé une campagne de vaccination contre la rougeole pour augmenter la protection des enfants contre cette maladie.

**Inongo : la société civile se plaint de la hausse de prix du carburant.** Le prix du litre d'essence est passé de 2 700 à 4.500 FC (1,7 US à 2.5 USD à Inongo (Mai Ndombe). Par conséquent, une course de taxi moto, qui coûtait 500 FC revient aujourd'hui à 1.000 FC. Le président de la société civile, appelle le gouvernement congolais à revoir la politique économique du pays pour résoudre ce problème de prix du carburant.

**Indaba Mining : "La RDC peut jouer un rôle important dans la transition énergétique "** Pour le Premier ministre, qui était dans une opération séduction auprès des milliers d'investisseurs présents au forum Indaba à Capetown, la RDC est dotée d'importants gisements de cuivre, le cobalt, le zinc, l'étain, le manganèse, l'or, le diamant, la cassitérite, le wolframite et le coltan. D'après lui, le pays aura un rôle de premier plan à jouer dans la transition énergétique en cours à l'échelle mondiale dans le secteur des batteries électriques et des énergies propres. Mais, reconnaît-il, il y a un bémol : avec toutes ces potentialités, la RDC n'est explorée qu'à hauteur de 19%. Le Premier ministre se dit conscient des contraintes surtout énergétiques, qui empêchent l'essor d'une industrie minière congolaise. Cette situation constitue donc une opportunité, qui s'offre à tout investisseur intéressé par ce secteur économique, dans le cadre des partenariats gagnants-gagnants, souligne Jean-Michel Sama Lukonde.

**Kinshasa : des dégâts matériels importants lors d'un incendie au port de Maluku.** Le drame s'est produit lors du déchargement des bidons et fûts de carburant d'un camion pour embarquement dans une baleinière. Le carburant est entré en contact avec le foyer allumé par une femme qui préparait la nourriture. Parmi les biens incendiés, il y a la baleinière, le camion et des marchandises des commerçants.

**Goma : l'EABC appelle à l'adhésion individuelle des opérateurs économiques.** La mission visait à les convaincre les opérateurs économiques du Nord-Kivu à adhérer, à titre individuel, au Conseil des affaires de l'Afrique de l'Est (EABC) pour bénéficier de certains avantages dans le cadre de la récente entrée de la RDC à l'Est African Community (EAC). Les hommes d'affaires de Goma ont profité de cette occasion pour exprimer certaines appréhensions, alors que la FEC/Nord-Kivu se montre plutôt optimiste.

**Lomami : des médecins espagnols font des consultations à moindre coût à Ngandajika.** Cinq médecins espagnols spécialisés dans la dermatologie, la chirurgie plastique et la dentisterie ont débuté une campagne de traitement des malades, le 9 mai, à l'hôpital Notre Dame de Gualaloupe de Ngandajika, à 90 km de Mbuji-Mayi. Ces médecins ont amené les médicaments ainsi que les équipements médicaux pour la prise en charge des malades, à moindre coût. Les personnes souffrant des maladies de la peau, des maux de dents et ceux qui ont des

problèmes de réparation des lésions et défauts du corps sont attendus à l'hôpital N.D. de Guadalupe. Pour pérenniser cette action, quelques infirmiers assistent les médecins espagnols et reçoivent aussi des explications sur l'ensemble des soins. Les consultations qui ont débuté lundi 9 mai prendront fin le 28 mai.

**Mercredi 11 mai.**

**Cape Town : Cyril Ramaphosa et Sama Lukonde pour le développement des chaînes de valeur dans le secteur minier.** Le Premier ministre, a été reçu en audience, ce 10 mai à Cape Town, par le Président sud-africain. Ils ont échangé sur l'amélioration et le renforcement de la coopération économique entre l'Afrique du Sud et la RDC. Ces deux pays s'accordent notamment sur « la mutualisation des efforts pour le développement des chaînes de valeur dans le secteur minier afin d'améliorer les conditions de vie de leurs populations ». « Il est question de voir avec la Zambie, comme nous sommes les deux pays grands producteurs du cuivre et du cobalt, comment parler de la même voix. C'est possible de le faire avec le Botswana avec la filière du diamant, avec l'Afrique du Sud aussi pour le marché, les opportunités. » Il a appelé les potentiels investisseurs à venir en RDC. **«Indaba Mining permet au Lualaba de s'attirer les investisseurs», selon le député Mushid.** Pour le rapporteur de l'assemblée provinciale du Lualaba, le Forum Indaba Mining offre également à la province du Lualaba l'opportunité de faire valoir ses potentialités minières. Il fait savoir que : « La province du Lualaba renferme un bon nombre de métaux susceptibles de contribuer à la transition énergétique entre autres, le cobalt, le cuivre, le manganèse, le zinc et j'en passe ».

**Assemblée nationale : poursuite de l'examen de la proposition de loi électorale sans l'opposition.** A l'Assemblée nationale, la conférence des présidents des groupes parlementaires a décidé la poursuite le 11 mai de l'examen de la proposition de loi électorale du G13 sans le FCC. Une plénière est prévue ce jeudi afin de lever les options sur les modifications de certaines dispositions de la loi électorale en vigueur proposées par le G13. Le bureau de l'Assemblée nationale a attendu, en vain, les propositions de l'opposition qui refuse de participer aux plénières consacrées à la révision de la loi électorale pour exiger un consensus entre différentes parties.

**Le nouveau gouverneur du Maniema fait du désenclavement de la province sa priorité.** « La priorité pour nous, ce sont les routes. Suite à l'enclavement, les prix des produits de première nécessité sont élevés. Pour stabiliser la vie de la population, il faut réparer les routes pour que la population puisse jouir des produits de première nécessité. Cela ne peut pas avoir lieu si nous ne tenons pas compte de l'aspect sécuritaire. On doit tenir compte de ça ». A 18 mois de la fin de la législature en cours, il promet de faire bouger les lignes dans six mois.

**Nord-Kivu : lancement de la campagne de lutte contre insécurité alimentaire dans la chefferie Bashu.** «Tupande Matunda Kwetu » ou « plantons les fruits chez nous», est le projet qui a été lancé le lundi 9 mai, dans le territoire de Beni, par l'agronome de la chefferie de Bashu (Nord-Kivu). Il s'agit de planter au moins un arbre fruitier dans chaque ménage, en vue de lutter contre la sous-alimentation dans cette région.

**Un élu appelle à surseoir l'investiture d'un chef coutumier au Kasai-Oriental.** « Nous demandons au ministre provincial de l'Intérieur du Kasai-Oriental de surseoir à l'installation de notre chef du groupement dans le secteur de Tshitole dans le groupement Bankaseka conformément à sa lettre du 4 mai 2022 qui crée déjà des troubles au sein de la population au risque de dégénérer ».

**Goma : 72 femmes et jeunes filles formées en informatique et entrepreneuriat pour leur autonomisation.** La formation a duré plus de 10 mois et a été assurée par le Collectif Alpha Ujuvi en collaboration avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), et l'Organisation 4-W. «L'objectif c'est de promouvoir l'autonomisation socio-économique des femmes en passant par la formation en informatique et en entrepreneuriat pour leur faciliter d'avoir un accès à l'emploi et à des opportunités entrepreneuriales. Les aider à intégrer le marché de l'emploi et à créer leurs petites entreprises à travers les activités génératrices de revenu », a expliqué la directrice du programme.

**Des jeunes encouragés à participer à la gestion de la chose publique.** Le coordonnateur de l'Union des jeunes congolais pour le changement (UJCC) a félicité les jeunes ayant postulé aux élections des gouverneurs et vice-gouverneurs. « Beaucoup de jeunes ont répondu à l'appel de l'UJCC en déposant leurs candidatures à ces élections dans le but d'apporter une nouvelle impulsion dans la gestion de la chose publique. L'histoire de la RDC retiendra qu'ils étaient à la hauteur de leurs ambitions mais ils ont eu à perdre une bataille mais pas la guerre ».

**Nord-Kivu : 4 groupes armés signent un pacte de non-agression à Pinga.** Cette rencontre à Pinga avait réuni, entre autres Janvier Karahiri du groupe Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), basé à Masisi, Guidon Mwissa de Nduma defense of Congo (NDC-Rénové) de Walikale, Sanctus Domi du Collectif des mouvements pour le changement (CMC-Nyatura) et Jean Marie Nyamuganya de Nyatura Bazungu. Le président de la société civile de Pinga estime que le pacte de non-agression signé entre ces groupes qui s'affrontent régulièrement dans les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru, fait renaitre l'espoir.

**Ituri : le gouverneur à Kinshasa pour participer à un atelier sur l'éthique et la déontologie.** Le porte-parole de l'armée dans cette province explique que le gouverneur n'est pas rappelé par sa hiérarchie comme distillent certaines sources sur les réseaux sociaux. Il précise cependant que le général Johnny Luboya va participer à atelier sur l'éthique et la déontologie des officiers au sein des Fardc.

**Nord-Kivu : 30 capturés et rendus M23 présentés à la presse par les Fardc.** Parmi ces combattants figurent quelques sujets rwandais. Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2 révèle que ces éléments sont détenus provisoirement par l'armée en attendant de les orienter soit vers le processus DDR-CS, soit de les déférer devant la justice, selon le cas. Après les derniers combats qui ont eu lieu entre le 23 et le 28 avril dernier, les Fardc ont repris plusieurs localités du groupement Jomba, dans le territoire de Rutshuru, jadis occupées par les rebelles du M23. Ces derniers quant à eux, occupent uniquement les collines de Runyoni et Tchanzu.

**Sud-Kivu : policiers et journalistes formés sur la sécurisation des journalistes lors des manifestations publiques.** L'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture organise une formation pour les policiers et les journalistes depuis le mardi 10 mai à Bukavu (Sud-Kivu). Le but est d'amener les agents de forces de l'ordre à s'imprégner du rôle et de la fonction des journalistes. Quant aux journalistes, qu'ils puissent à leur tour comprendre les restrictions à la liberté de la presse dans des situations d'exception. L'Unesco s'engage à promouvoir les relations de travail professionnelles et harmonieuses entre la presse et les forces de l'ordre. « L'Unesco avait conçu un module pour justement former les policiers et les journalistes ensemble, pour arriver à améliorer les pratiques de sécurisation des journalistes lors des manifestations publiques », a-t-il ajouté.

**Ituri : environ 1 200 000 USD volatilisés après les attaques des miliciens, déplore la FEC.** « Il y a six camions déjà brûlés. IL y a à peu près 1 200 000 USD sur ces six camions parce qu'un camion coûte 200 000 USD. Plus les marchandises, il y a des camions qui transportaient le carburant. Ça fait beaucoup d'argent volatilisés » affirme la direction provinciale de la FEC en Ituri. Il signale que le dernier cas est l'incendie de près de 10 véhicules par des rebelles des ADF sur l'axe Bunia-Mambasa. La conséquence est qu'à Bunia par exemple, les prix de plusieurs produits de première nécessité ont galopé sur les marchés.

**Massacre de Masisi : Denis Mukwege plaide pour une réforme profonde du secteur de la sécurité en RDC.** Le Prix Nobel de la paix dit noter avec inquiétude l'augmentation des violations des droits humains ainsi que le nombre croissant de victimes parmi la population civile, dans les provinces en conflit sous état de siège. Cette situation doit amener les autorités congolaises à revoir en urgence la gouvernance sécuritaire et la diplomatie régionale. Raison pour laquelle il juge qu'il est plutôt important de mettre en œuvre des réformes institutionnelles visant le secteur de la sécurité. Cette action est nécessaire pour consolider l'édification d'un état de droit fort et protecteur des libertés fondamentales. Il faudrait également prioriser la justice et l'obligation de rendre des comptes pour les auteurs présumés des crimes les plus graves, qui sont commis depuis plus d'un quart de siècle en RDC.

**Cour constitutionnelle : Corneille Wasenda président intérimaire « automatiquement »**Après l'éviction de Dieudonné Kaluba, à l'issue d'un tirage sort organisé le 10 mai, le juge Corneille Wasenda devient « automatiquement » président intérimaire de cette institution judiciaire : « Conformément à l'article 18 du règlement intérieur, le membre le plus ancien assure l'intérim et cette ancienneté s'apprécie par rapport à la date de nomination à la cour constitutionnelle ».

**Butembo : le SYECO réitère son soutien à la grève dans les écoles publiques.** Au cours de son assemblée extraordinaire tenue mardi 10 mai, le Syndicat des enseignants du Congo / Butembo a également appelé tous ses membres à la grève, jusqu'à ce que le gouvernement trouve solution à la situation des enseignants « nouvelles unités », non alignés sur la liste de paie. Malgré l'appel de l'intersyndicale à la grève de lundi dernier, certaines écoles primaires publiques de Butembo ont occupé les enfants jusque mardi. Mais, ce mercredi, la plupart d'entre elles ont emboîté les pas des grévistes. Le SYECO annonce pour dimanche prochain une autre rencontre évaluative afin de décider de la reprise des cours ou le maintien de la grève.

**Goma : l'ACEDH dénonce la "détention illégale" de 5 paysans à la prison Munzenze.** L'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits humains (ACEDH) affirme que ces personnes, arrêtées pour leur activisme en faveur des populations sans terres, sont dans des conditions déplorables dans cette maison carcérale. Ils seraient victimes d'un conflit qui oppose 80 000 membres des familles des anciens ouvriers des concessions Sicia de Masisi et Rutshuru aux grands concessionnaires qui avaient acquis ces terres laissées par les colons belges.

**Procès 100 jours : Samih Jammal obtient la liberté provisoire.** L'opérateur économique libanais, coaccusé de Vital Kamerhe dans le procès dit de 100 jours du programme d'urgence du Président de la République, bénéficie d'une liberté provisoire depuis ce 11 mai, pour lui permettre de se faire soigner.

**Procès Chebeya/Bazana : Christian Ngoy Kenga Kenga écope de la peine de mort.** L'ancien commandant du bataillon Simba de la police nationale et commissaire supérieur, Christian Ngoy Kenga Kenga écope de la peine de mort pour assassinat, désertion, détournement d'armes et munitions de guerre. Il est destitué de la police. Le verdict est tombé ce mercredi 11 mai dans le procès du double assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana à la Haute Cour militaire à Kinshasa. Le policier Jacques Mugabo, l'un des exécutants, a écopé de 12 ans de prison avec des circonstances atténuantes pour assassinat. Il est aussi destitué de la police. Pour désertion simple dont il avait été accusé, Paul Mwilambwe qui a détaillé le film de ce double crime, est simplement acquitté. L'arrêt de la Cour a reconnu que le général Zelwa Djadjidja avait attribué en 2010 sa concession à l'inhumation de Bazana. Cette version a réconforté les parties civiles pour le prochain round du procès Chebeya-Bazana.

**Bénédicte Abukani, première femme à la tête de la sous-division de l'EPST/Bandundu.** "Nous encourageons et soutenons son excellence ministre national de l'Enseignement primaire, secondaire et technique pour la nomination de nos dignes fils et filles au poste des sous proved dans la province éducationnelle du Kwilu 1. Votre arrêté a respecté toutes les normes; à savoir le respect du genre". Depuis 1966 jusqu'à ce jour, au total quatorze sous proved se sont succédé à la tête de la sous division de l'EPST de la ville de Bandundu. Bénédicte Abukani en est la quinzisième et la toute première femme.

**Ituri : 58 viols et 17 mariages d'enfants mineurs enregistrés en 4 mois (Parlement d'enfants).** Le parlement des enfants a dénoncé ce 11 mai à Bunia des violations graves des droits des enfants; notamment les meurtres, les kidnappings, l'enrôlement dans les groupes armés et le viol des filles mineures. Au cours d'un point de presse, le président de cette structure, a déclaré que l'insécurité impactait négativement sur les droits des enfants en Ituri. Il dénonce le non-respect de la loi portant protection de l'enfant. Le parlement des enfants de l'Ituri signale également 39 cas d'enlèvement par des groupes armés ainsi que 16 cas d'homicides. A cela s'ajoute, l'utilisation des enfants dans les groupes armés. Une ONG de défense des droits de l'homme à Mambasa a déjà répertorié huit garçons de moins de 15 ans enrôlés dans les groupes armés Mai-Mai dans ce territoire.

**Lubero : la société civile alerte sur des Maï-Maï armés semant terreur à Ndjiapanda.** Certaines sources locales parlent des miliciens de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC), qui ont déjà occupé plusieurs villages du secteur de Bapere. D'autres sources, par contre, affirment qu'il s'agit d'un groupe Maï-Maï jusque-là inconnu. Ces miliciens ont été aperçus dans le village Kaheku depuis la semaine dernière. Ce mardi, ils ont procédé à la distribution des jetons aux opérateurs économiques, y compris les petits marchands du village. Ces jetons seront recouverts à la fin de chaque semaine. Cette taxe illégale sera perçue de manière forfaitaire, s'inquiète la même source. Cette situation entraîne déjà la fuite des quelques habitants vers des entités voisines.

**Jeudi 12 mai.**

**Toxicomanie : "Bombé" est un mélange de substances toxiques formant un cocktail dangereux pour la santé (PNLCT-WFAD).** Il ressort de ces résultats que la "Bombé", drogue actuellement consommée par les jeunes, « n'est pas une seule substance, mais une drogue artisanale issue de résidus des tuyaux d'échappement mélangés à la nutriline, le tramabol et d'autres substances formant un cocktail dangereux pour la santé », selon les enquêteurs.

**Maniema : les responsables d'écoles privées sommés de restituer l'argent perçu pour l'ENAFEP.** Le gouvernement congolais a exempté tous les élèves de la 6ème année primaire du paiement des frais de participation à l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP), prévu du 23 au 24 juin prochain. Au Maniema, le directeur de la sous province éducationnelle (Sous-Proved) de Kasuku, l'a annoncé ce 11 mai à la presse. Il a également demandé à tous les chefs d'établissements qui avaient déjà perçu cet argent auprès des parents de le rembourser sans conditions.

**Le gouvernement réhabilite les routes pour désenclaver le Kasai-Oriental.** Le gouvernement congolais annoncé, pour fin juillet prochain, le début des travaux de réhabilitation de la route nationale N1 dans son tronçon Mbujimayi-Kamina. Avec l'exécution l'entreprise allemande AM, ces travaux de réfection vont également concerner la N2, reliant la ville de Mbujimayi (Kasai-Oriental) à celle de Bukavu (Sud-Kivu). Le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) a signé, l'année dernière, un partenariat avec la firme égyptienne Samcrete investments pour la construction du tronçon routier Mbuji-Mayi-Kananga.

**Le gouvernement encouragé à dialoguer avec les importateurs pour atténuer les effets de la guerre russo-ukrainienne.** L'ambassade des USA à Kinshasa a encouragé le gouvernement congolais à poursuivre le dialogue avec les importateurs pour atténuer les effets de la crise russo-ukrainienne. La guerre russo-ukrainienne a négativement impacte sur la situation économique de la RDC, où les prix de certains produits ont pris de l'ascenseur. En avril dernier, le ministre d'Etat en charge du plan a annoncé le gel de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits de première nécessité afin d'obtenir la baisse des prix sur le marché.

**Kwilu : le syndicat des inspecteurs regrette la non-mécanisation des écoles viables.** « Nous exprimons notre regret par rapport à la mécanisation qui vient de se faire. Le gouvernement devait penser aux écoles dont les enseignants ont des numéros matricules pour leur donner les salaires. Au moment où de vieilles écoles ayant des structures bien reconnues, une bonne partie d'enseignants est payée et une autre partie non. Le gouvernement n'a pas tenu compte de tout cela », a fustigé le président du syndicat des inspecteurs de l'enseignement du Congo.

**Nord-Kivu : près de 400 sinistrés enregistrés, après une pluie diluvienne à Kambau.** Plus de quarante maisons et une dizaine d'infrastructures publiques ont été détruites lors d'une pluie diluvienne, il y a une semaine, au village Kambau, en territoire de Lubero. Environ 391 personnes sont sans-abris à la suite de cette catastrophe naturelle. Ces sinistrés sont abandonnés à leur triste sort une semaine après cette catastrophe.

**Cape Town : Sama Lukonde rassure les investisseurs sur les efforts de pacification de la RDC.** « La stratégie pour atteindre cette sécurité totale, c'est d'abord bien sûr, les opérations militaires que nous sommes en train de mener sur le terrain. A côté de cela, il y a des stratégies de réinsertion surtout des personnes qui se démobilisent de ces groupes armés » Le Premier ministre a également rapporté que son gouvernement est prêt à sécuriser les investisseurs, désirant de venir en RDC. L'autre défi congolais est la réhabilitation des infrastructures pour faciliter la tâche aux investisseurs. La 25ème édition d forum minier Indaba se clôture ce jeudi 12 mai, Cape Town.

**Tshopo : Hausse du prix du carburant à Kisangani.** Un litre d'essence est passé de 2650 FC (1.3 USD) à 5000 FC (2.5 USD) à la pompe, soit une hausse de 90%, à Kisangani, chef-lieu de la Tshopo. Les importateurs des produits pétroliers attribuent cette augmentation à la pénurie, due aux difficultés d'approvisionnement, à partir de la province voisine de l'Ituri. Une situation liée à l'activisme des groupes armés sur la route nationale numéro 4. Plusieurs véhicules transportant le carburant sur ce tronçon ont été attaqués puis incendiés par des ADF.

**Beni : pose de la première pierre pour la construction du bureau administratif de la PNC,** à Oïcha, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces travaux sont financés par la Monusco à hauteur de 48 000 USD. « Le bâtiment dont nous allons poser la première pierre sera une contribution à l'amélioration des conditions de travail de la PNC. Et nous pensons que cela stimulera non seulement la performance et la qualité des services offerts à la population mais aussi nous rapprochera davantage à ceux-là que nous sommes appelés à sécuriser ».

**Ituri : la FEC dément la rumeur sur une éventuelle hausse de prix de carburant.** Ce démenti est signé par le premier vice-président de cette organisation patronale, en Ituri. Il a fait cette mise au point pour couper court à la spéculation des prix de plusieurs produits de première nécessité dont le carburant dans la ville de Bunia (Ituri).

**Uvira : début de formation sur la gestion pratique des greffes et du secrétariat.** Des greffiers et secrétaires des parquets du Sud-Kivu participent, du 9 au 13 mai, à une formation sur la « gestion pratique des greffes des juridictions et des secrétariats ». A l'initiative de la Cour d'appel et du parquet général du Sud-Kivu, cet atelier réunit 20 greffiers et 20 secrétaires de parquets. Les participants à cet atelier apprennent les notions sur la tenue de registre avant ou après l'audience, la priorité d'enrôlement sans frais d'un dossier pénal au tribunal et le paiement obligatoire des frais pour une citation directe. Les prestataires de la justice du Sud-Kivu demandent à la section d'appui à la justice de la MONUSCO de multiplier d'autres formations dont celle liée à la loi OHADA.

**Sénat : deux propositions de loi sur les finances publiques jugées recevables.** Il s'agit de celle modifiant et complétant la loi relative aux finances publiques ainsi que celle modifiant et complétant la loi portant principes



fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces. Ces textes seront confiés jeudi 19 mai courant aux commissions respectives pour enrichissement.

**Beni : plusieurs véhicules bloqués au pont Hululu.** Des véhicules de grands tonnages ne passent plus sur la route de Kasindi-Beni depuis le 9 mai, à la suite du délabrement du pont jeté sur la rivière Hululu. Selon les usagers, une partie du mur de soutènement du pont est déjà emportée par les eaux et constitue un danger énorme. Cet ouvrage est endommagé après le débordement des eaux de cette rivière.

**Ituri : de nombreux infirmiers en chômage à la suite de la fermeture de plusieurs structures sanitaires,** affectées par les atrocités des groupes armés dans les territoires de Djugu et d'Irumu. Ceux qui restent encore déplorent les mauvaises conditions de travail : primes modiques ou absence de salaires et de primes de risques allouées par le gouvernement de la RDC, a indiqué la même source.

**Beni : 20 000 familles déplacées en situation difficile à Oicha.** Il s'agit d'abord de sept mille familles qui ont fui les ressenties attaques dans plusieurs localités du territoire de Beni au Nord-Kivu, et Irumu (Ituri). A ceux-là, s'ajoute quatorze mille autres déplacés qui sont arrivés sur place depuis bien longtemps. Ces derniers n'ont reçu qu'une seule fois l'assistance de la part de l'ONG "Bon Samaritain" jusqu'à ces jours. Dans la zone, il y a quatre sites de déplacés : deux pour les bantous et deux pour les pygmées.

**Nord-Kivu : offensive des Fardc contre les Mai-Mai à Ufamandu.** Ces combats ont commencé vers 4 h du matin. Selon les sources locales, les Fardc ont repris le contrôle de ce village, quelques heures après. Les troupes de Maachano auraient pris la fuite en direction de Ziralo au Sud-Kivu, indiquent ces sources.

**Sud-Kivu : un seigneur de guerre dépose les armes et se rend à la Monusco.** Justin Mabala est un jeune de 22 ans. Originaire de la chefferie de Bakisi dans le territoire de Shabunda. Il s'autoproclame général. Il dirige de dizaines de combattants et se veut protecteur de la population locale. Dans cette zone de Shabunda et Walungu, la DDR/Monusco a déjà réussi à démanteler d'autres groupes armés comme Nyanderema, Mai-Mai Maheshe, Rai Mutomboki Ndarumanga, Raia Mutomboki Bralima, RM Mabuli, RM Bakola.

**Nyiragongo : une centaine de familles sinistrées délogées de l'école Kayembe.** Une centaine de familles sinistrées à la suite de l'éruption volcanique du 22 mai 2021, qui vivaient encore dans un site transitoire à l'EP Kayembe, sont en train d'évacuer progressivement ce site depuis le 10 mai. Ce déménagement fait suite à la décision des autorités provinciales visant à libérer cette école primaire. La plupart d'elles n'ont pas où aller et rentrent carrément dans leurs parcelles calcinées par la lave de la dernière éruption volcanique, alors que cela est interdit par le gouvernement. D'autres se dirigent dans des familles d'accueil. La société civile de Nyiragongo fustige la manière, dont se déroule cette délocalisation des sinistrés sans que des mesures d'accompagnement soient prises par les autorités.

**Beni : les députés du Grand Nord plaident la cause des enseignants auprès de Tony Mwaba.** Ces élus voulaient comprendre pourquoi, lors de la paie du mois d'avril, plusieurs enseignants, nouvelles unités de la région, n'avaient pas été pris en compte. Cette situation est à la base d'une grève sèche dans plusieurs écoles publiques.

**Nord-Kivu : les habitants de Biruwe dénoncent les tracasseries militaires.** Un haut responsable des Fardc, infligerait des travaux forcés aux habitants de Biruwe et environs. La société civile ainsi que les acteurs politiques se disent préoccupés par cette situation, qui restreint la liberté des populations dans cette zone.

**Haut-Lomami : altercation entre militaires et jeunes bâtisseurs de Kanyama Kasese.** D'après plusieurs sources, ces jeunes qui ont terminé leur formation devaient se rendre à Kananga, où ils sont affectés pour travailler au Service national. Arrivés dans la nuit de mardi à la gare, ils attendaient le train qui ne venait toujours pas. C'est ainsi que 2 éléments d'entre eux voulaient se rendre au centre commercial pour acheter quelque chose. Les militaires commis à leur garde s'y sont opposés. Devant l'insistance de ces jeunes, qui tenaient coûte que coûte à partir, les militaires ont commencé à tirer en l'air. Pris de panique, les directeurs d'écoles ont jugé utile de libérer tous les élèves. Les commerces ont fermé leurs portes pendant quelques heures. Un jeune a été touché à la jambe et le militaire qui a tiré a été arrêté.

**Kwilu : de faux billets de francs congolais en circulation à Masimanimba (Député provincial).** De faux billets de 20 000 et 10 000 FC sont en circulation dans le territoire de Masimanimba, et dans une partie du territoire de Bulungu, dans la province du Kwilu. L'alerte a été lancée le 12 mai par le député provincial Dario Kimukedi. Ces faux billets sont fabriqués à Pay Kongila, dans le secteur portant le même nom par des hommes

appelés "frappeurs", selon Dario Kimukedi. Tous les billets de 20 000 et 10 000 FC, même les vrais, sont refusés.

**Vendredi 13 mai.**

**Félix Tshisekedi veut « mettre fin à toutes les pratiques » qui gangrènent l'appareil sécuritaire.** Il a ouvert ce 12 mai, au groupement des Écoles militaires à Kinshasa, le séminaire sur l'éthique et la déontologie militaire. A cette occasion, il a « dénoncé et fustigé publiquement » le comportement pervers de certains cadres de l'armée qui s'adonnent à des pratiques contraires à l'éthique et à la déontologie militaire. Dans le même ordre d'idées, le chef de l'Etat a rejeté l'idée d'une alliance entre des officiers Fardc et des groupes armés afin de combattre un autre groupe armé, en l'occurrence le M23. Toutefois, le président de la République a réaffirmé sa volonté de poursuivre la réforme au sein de l'armée, promettant de mettre tous les moyens pour une montée en puissance des Fardc.

**Assemblée nationale : les députés G13 se retirent du débat sur la révision de la loi électorale.** Les députés membres du G13 disent avoir levé cette option pour n'avoir pas été autorisés à prendre la parole au débat sur la levée des options relatives à la loi sous examen. Après la sortie des députés G13, auteurs de cette proposition de loi, l'Assemblée nationale a rejeté 12 des 18 innovations proposées par cette plateforme.

**Loi électorale : l'Asbl « Les Amis de Wetshi » contre la prise en charge des témoins par les partis.** L'Asbl « Les Amis de Wetshi Belgique » a désapprouvé, jeudi 12 mai, l'article 38 de la loi électorale, stipulant que les candidats prennent en charge leurs témoins accrédités dans des bureaux de vote. Il a estimé que l'Etat congolais devait assumer cette prise en charge étant donné qu'aucun parti politique, ne serait, au stade actuel, « en mesure financièrement de payer ses témoins ». Il est également d'avis que la crédibilité des scrutins et la vérité des urnes ne peuvent reposer que sur la présence des témoins des candidats dans chaque bureau de vote.

**Nord-Ubangi : l'élection du gouverneur et vice-gouverneur fixée au 12 juillet.** L'élection du gouverneur et vice-gouverneur du Nord-Ubangi a été retardée par la Ceni qui attendait la clôture du dossier de l'ancien gouverneur démissionnaire, Izato Nzege. Le président de la République avait pris acte de sa démission le 31 mars, alors que la centrale électorale avait déjà élaboré le calendrier des élections des gouverneurs et vice-gouverneurs.

**Kinshasa : prestation de serment d'environ 1000 infirmiers,** à Kinshasa, en présence du ministre de la Santé. Cette cérémonie a coïncidé avec la journée internationale de l'infirmière, célébrée le 12 mai de chaque année. Une responsable de l'Ordre national des infirmiers congolais (ONIC), a affirmé mettre la formation parmi les priorités de cette corporation. **Kindu : plaidoyer pour la valorisation de la profession infirmière.** Le président du Conseil provincial des infirmiers au Maniema : «Nous interpellons les autorités politico-administratives et sanitaires pour que les infirmiers aient leur listing de paie propre à eux. Le gouvernement doit aussi investir dans la profession infirmière».

**Nord-Kivu : le Parlement d'enfants salue la mesure sur la gratuité de l'ENAFEP.** Le vice-président de cette organisation citoyenne est persuadé que cette mesure gouvernementale boostera le taux de participation à cette épreuve nationale, dans ce coin. « Avec cette mesure de gratuité, nous espérons que tous les enfants vont vraiment participer sans exception, surtout que la situation sécuritaire ne permettait pas à certains parents de payer les frais de participations aux examens de fin d'études primaires pour leurs enfants ». Il recommande que le gouvernement rende également gratuite la participation aux examens de fin d'études secondaires (Examen d'Etat).

**Beni : la PNC sollicite plus de moyens logistiques pour la mobilité de ses troupes.** Pour le commandant intérimaire de la PNC, en territoire de Beni (Nord-Kivu), cet appui logistique aidera ses hommes à bien se mouvoir dans cette zone des opérations.

**Nord-Kivu : résolution d'une vingtaine de conflits sociaux en 12 mois à Nyirangongo.** Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet dénommé « Ensemble pour la sécurité et la paix dans l'est de la RDC » (ESPER). Ces cliniques juridiques traitent dans l'ensemble les problèmes liés aux tracasseries, kidnappings, groupes armés, les violences basées sur le genre ainsi que ceux liés aux fonciers et pouvoir coutumier. Ce projet de réconciliation est exécuté par le Centre de recherche sur l'Environnement, la démocratie et le droit de l'Homme (CREDDHO) avec le financement du consortium CORDAID et VNG international.

**Tanganyika : une dizaine de morts enregistrés dans une attaque de la milice twa**, aux villages Katibili et Mala (Tanganyika). Ces attaques attribuées aux Twa surviennent une semaine après que le député John Banza a appelé le gouvernement à pacifier l'axe Kalemie-Nyemba et Kalemie-Bandera, en proie à l'insécurité.

**Mambasa: manifestation populaire, 3 véhicules d'une ONG internationale endommagés.** Des jeunes de Mambasa-centre (Ituri) ont manifesté, le 12 mai, contre présence des ADF dans leur entité, située à 165 km au Sud-Ouest de Bunia. Les manifestants ont saccagé les bureaux d'une ONG internationale ainsi que ses trois véhicules. Tout est parti d'une annonce de l'atterrissage de deux hélicoptères de la brigade d'intervention de la Monusco FIB à l'aérodrome de Mandima, à 6 km de Mambasa-centre. Ces soldats onusiens sont venus pour une mission de patrouilles conjointes de combat avec les Fardc qui ont pour objectif de stopper l'activisme des ADF depuis un mois sur le tronçon Komanda-Mambasa. Pour certains manifestants, la présence des casques bleus risque encore de déstabiliser la zone. L'administrateur du territoire de Mambasa condamne la réaction de la population.

**La ville de Beni dotée d'un nouveau bâtiment administratif des affaires foncières.** La construction de cet ouvrage a été financée par la Monusco à hauteur d'environ 49 000 USD, dans le cadre des projets à impact rapide.

« Ce bâtiment va nous permettre de bien classer nos archives et bien étudier les documents avant de nous permettre de délivrer le certificat d'enregistrement ». La cheffe de bureau de la Monusco Beni-Butembo a expliqué que ce projet s'inscrit dans le cadre de sa mission en appui aux autorités congolaises pour lutter contre les conflits fonciers.

**Ituri : activités normales à Bunia malgré l'appel à la ville morte.** Les activités socio-économiques ont tourné normalement ce 13 mai à Bunia, chef-lieu de l'Ituri, malgré l'opération « journées ville morte » décrétée par la structure dénommée G5 pour dénoncer les massacres des civils en cette période de l'état de siège. La société civile et de la Fédération des entreprises du Congo, avaient encouragé la population à vaquer librement à ses occupations.

**Nyiragongo : un militaire Fardc condamné à la prison à vie pour meurtre de son supérieur.** Le soldat de deuxième classe, Kabongo Bansi dit "Parisien", a été condamné jeudi 12 mai à la prison à vie par le tribunal militaire de garnison de Goma à Mudja, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). C'est vers 7 h de même 12 mai que le soldat de deuxième classe, Kabongo Bansi alias Parisien a abattu le premier sergent major Mwanda Panzu. Ce meurtre est survenu après une vive dispute entre ces deux soldats autour d'une somme de 5 USD.

« **Il y aura effectivement élections dans le délai constitutionnel en 2023** », rassure Denis Kadima. Le président de la Commission nationale électorale (CENI), Denis Kadima, a réaffirmé ce vendredi 13 mai qu'"il y aura effectivement élections dans le délai constitutionnel. Ce en dépit des quelques contraintes rencontrées dans les préparatifs de ces scrutins". "Nous n'avons jamais raté l'occasion pour montrer notre indépendance vis-à-vis des toutes les parties et tous les partis politiques, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition".

**Nord-Kivu : "des enfants déplacés n'ont pas de chance de finaliser le programme d'études".** A quelques semaines de la tenue des examens nationaux de fin d'études primaires et secondaires, le député provincial Emmanuel Ngaruye s'inquiète du sort des écoliers et élèves finalistes du groupement de Jomba et ses environs. Selon lui nombreux de ces enfants, encore en déplacement, n'ont pas eu la chance de finaliser le programme d'études ; alors que leur année scolaire a été perturbée par les récents affrontements entre les Fardc et le M23. Il dit avoir saisi le gouverneur de province « lui demandant de pouvoir prendre une décision accordant à tous ces élèves qui se retrouvent dans des conditions de fuite une période spéciale leur permettant de terminer le programme, et de faire un examen à eux »

**Le Premier ministre Sama Lukonde attendu au Sénat.** Les ministres Olivier Mwenze, des Ressources hydrauliques et Electricité, et Alexis Gisaro, des Infrastructures et travaux publics, ont été auditionnés ce 13 mai au Sénat. Devant les réponses peu convaincantes de ce dernier, les sénateurs ont résolu d'interpeller le chef du Gouvernement, Sama Lukonde. Pour sa part, Olivier Mwenze a éclairé la lanterne des élus des élus sur l'avancement des travaux du projet de la centrale hydroélectrique de Katende au Kasai-Central. Il a rassuré les sénateurs qu'une mission du gouvernement congolais doit se rendre incessamment dans à New Delhi pour poursuivre les discussions avec le gouvernement indien, afin de définir les modalités de la reprise des travaux suspendus depuis près de sept années.

**Samedi 14 mai.**

**La cohésion provinciale, priorité du gouverneur Guy Bandu au Kongo-Central.** « Notre premier chantier sera la cohésion provinciale. Une fois qu'on la cohésion provinciale alors on peut avancer tous ensemble vers le développement ». Il se propose également de lancer le processus de désenclavement agricole de sa province. Pour ce faire, il pense à la réhabilitation des routes de déserte agricole afin de faciliter l'acheminement des produits agricoles vers les grands centres de consommation. Il a comme vice-gouverneur, Grace Nkuanga.

**Sortie officielle du CERDYSOC, une nouvelle plateforme de la société civile.** Des ONG congolaises ont lancé, le 13 mai, une nouvelle plate-forme dénommée Centre de ressources et de la dynamisation de la société civile (CERDYSOC). Constituée de 36 associations, cette nouvelle structure se propose de mobiliser autour de la paix, de la démocratie et du relèvement socio-économique.

**Kinshasa : début de la campagne d'éducation civique sur la loi électorale.** Le coordonnateur du Réseau d'Education Civique au Congo (RECIC) regrette que la population ne soit pas bien informée du débat sur la réforme de cette loi : « La question sur la loi électorale concerne la communauté. La population n'est pas informée de tous les débats qui se font à l'hémicycle, c'est pourquoi nous avons bien voulu lancer d'abord cette campagne ». Il explique que les animateurs du RECIC vont descendre sur terrain pour sensibiliser la population et la mobiliser par rapport à cette loi.

**Butembo: une coopérative bénéficie de 100 000 USD pour promouvoir l'agriculture paysanne.** La Coopérative d'épargne et de crédit des femmes agricoles et paysannes (CECAFEP) de Butembo (Nord-Kivu) a reçu, ce 13 mai, le financement de 100 000 USD auprès de la Société Fonds pour l'inclusion financière (FMP S.A). Cette somme va l'aider à faciliter l'octroi des crédits agricoles aux paysans de ce territoire du Nord-Kivu. Le directeur général-adjoint du FPM. S A, Patrick Nkongo, encourage d'autres structures à formuler des demandes afin de bénéficier des appuis financiers.

**Ituri : l'ambassadeur kenyan en mission pour décanter la situation de 120 camions bloqués, à Mahagi,** à la suite de l'insécurité sur les routes nationales numéro 4 et 27. Les autorités kenyanes ont ainsi interdit à leurs conducteurs de fréquenter les routes nationales numéro 4 et 27. Cette situation risque de créer la pénurie de carburant en Ituri qui se ravitaille souvent à partir des pays de l'Est. Le gouvernement provincial de l'Ituri a décidé que les camionneurs qui empruntent ces routes soient escortés par la Monusco et les Faredc.

**Une ONG appelle le gouvernement à garantir les soins de santé primaire aux creuseurs artisanaux.** L'ONG Health Focus a fait cette recommandation dans une étude présentée au cours d'un atelier, à Kinshasa. « On a essentiellement la poussière qui peut favoriser les maladies comme la tuberculose et la silicose, mais on a aussi l'empoisonnement au mercure pour les mineurs qui cherchent de l'or. On aussi la perte d'audition liée aux bruits ». Pour Health Focus, le gouvernement devra également sensibiliser ces creuseurs sur les risques de leur travail.

**Haut-Katanga : Mgr Fulgence Muteba exhorte la population à la cohésion sociale.** « Il faut absolument que nous puissions entrer dans cette dynamique. Nous n'avons pas de choix que de nous engager à vivre ensemble. Le forum pour l'unité des Katangais et leur réconciliation s'inscrit dans cette dynamique », a souligné Mgr Fulgence Muteba. L'archevêque a également invité tous ceux vivant dans l'espace Katanga à se sentir chez eux et à participer à la construction de la cohésion sociale pour que cet espace vital soit agréable. Il croit que la cohésion aidera cet espace à s'attirer les investisseurs et s'engager dans la dynamique du développement.

**Menace terroriste à Goma : l'autorité urbaine rassure ses administrés.** Le maire de la ville de Goma (Nord-Kivu), a appelé, le 13 mai, ses administrés à vaquer librement à leurs occupations. Il a lancé cet appel au lendemain de l'alerte de l'ambassade des USA en RDC sur une éventuelle attaque terroriste, au port de Goma. Le même jour, le vice-gouverneur du Nord-Kivu a convoqué une réunion d'urgence du conseil de sécurité provinciale élargie aux services de sécurité et les armateurs du lac Kivu.

**Haut Katanga : la campagne de vaccination anti-covid 19 prévue du 17 au 23 mai.** Le ministre provincial de la Santé dit avoir prévu cette campagne pour contrer la tendance à la hausse de cette maladie, constatée la semaine passée, à travers la province. Il explique que pendant cette période, des sites fixes et mobiles seront déployés afin d'atteindre un grand nombre de personnes à vacciner et prévenir de la cinquième vague de la Covid-19.

**Ituri : nouvelle attaque de la Codeco, 4 personnes kidnappées à Djugu-centre.** Ces assaillants se sont retirés dans la brousse, après environ deux heures d'échange des tirs avec les Fardc. Ce même vendredi, ces hors la loi ont incendié un camion et pillé des marchandises des voyageurs sur le tronçon routier Bunia-Mahagi (Ituri).

**Nord-Kivu : l'ANAPECO appelle les enseignants du primaire à reprendre le travail.** Selon l'Association nationale des parents d'élèves du Congo/Nord-Kivu : « Les enseignants ont raison. Parce que la grève est constitutionnelle. Mais, ils devaient d'abord voir dans le un mois et demi qui reste pour terminer l'année scolaire ; ils ne pouvaient pas vraiment entrer en grève. Parce qu'eux, ils croient qu'ils sont en train de punir le gouvernement. Mais, c'est nous parents, qui sommes pénalisés ». Elle assure que le gouvernement va bientôt répondre à leurs revendications et craint que l'Unesco puisse déclarer l'année blanche au Nord-Kivu.

**Nord-Kivu : libération du député provincial Jean-Paul Paluku,** après trois mois de détention. Il était poursuivi par la justice militaire, pour outrage au Chef de l'Etat et l'armée et pour incitation à la révolte. Après analyse du dossier, son fond étant vide, le parquet près la cour d'appel du Nord-Kivu a fait la main levée de la détention.

**Kongo-Central : les frais de participation aux épreuves hors session fixés à 47 000 FC.** Le directeur de la province éducationnelle Kongo-Central 1, met en garde les chefs d'établissements des écoles privées qui demandent aux élèves plus que ce montant fixé par l'arrêté provincial. Le responsable de la province éducationnelle rassure par ailleurs que tous les préparatifs évoluent bien et que les questionnaires sont déjà à Matadi.

**Ituri : retour au calme à Mambasa-Centre et reprise des activités.** C'est grâce à l'intervention des autorités locales pour sensibiliser la population à ne pas céder aux rumeurs répandues dans le milieu, rumeurs selon lesquelles la présence des Forces de la Monusco va déstabiliser la zone. Presque toutes les routes étaient barricadées par des jeunes qui protestaient contre la présence de la brigade d'intervention de la Monusco en mission jeudi dans ce milieu pour appuyer les Fardc dans les opérations contre les ADF.

**Tanganyika : afflux de déplacés vers Kalemie après une attaque de la milice twa.** Ces hommes, femmes et enfants passent la nuit à la belle étoile, exposés aux diverses intempéries. Pendant ce temps, la Monusco s'active à leur fournir de l'eau potable. Lors de cette attaque de Twa, 14 personnes ont été blessées à coup de flèches dont 4 se trouvent dans un état qui nécessite une évacuation pour des soins appropriés.

#### **Dimanche 15 mai.**

**Tanganyika : environ 50 leaders religieux sensibilisés sur la paix.** Organisée par la Monusco en collaboration avec le Réseau d'associations congolaises des jeunes (RACOF), cette activité s'inscrit dans le cadre du processus de transition de la Monusco au Tanganyika. Ces chefs religieux auront pour tâche de consolider la paix après le départ de la Monusco de cette province.

**Kwango : un député déplore la résurgence du phénomène Kuluna à Kenge.** Dans son point de presse, cet élu accusé ces jeunes délinquants de causer diverses exactions sur les paisibles citoyens de cette ville. Il ainsi a appelé la population à collaborer avec les services de sécurité, en dénonçant les suspects afin d'éradiquer ce fléau.

**La SYECO lève son mouvement de grève à Beni.** Le Syndicat des enseignants du Congo a levé cette option à l'issue de son assemblée générale extraordinaire, tenue à Oicha pour évaluer les cinq jours de grève. Pendant ce temps, une délégation de ce syndicat se rendra à Kinshasa pour échanger avec le chef de l'Etat sur la situation des enseignants de ce territoire du Nord-Kivu, en proie à l'insécurité des groupes armés dont l'ADF.

**Kabinda : 2 têtes de ravins menacent de couper la ville, alerte la société civile.** La société civile de Lomami explique que l'un menace de couper la route qui mène vers l'Université de Kabinda et l'Institut Shabana, et l'autre tend à engloutir la route nationale numéro 2 (RN2) et fustige l'indifférence des autorités provinciale face à l'avancée de cette érosion. Son président en appelle ainsi à l'intervention du gouvernement central.

**Beni : inauguration d'un pont construit sur financement de la Monusco.** Pour la cheffe de Bureau de la Monusco de Beni et Butembo la réouverture de ce pont aux trafics va contribuer non seulement à la sécurisation de ces quartiers de Beni mais également favoriser le développement socio-économique de ce coin. Pour sa part, le bourgmestre de Mulekera n'a pas caché sa satisfaction.



**Kongo-central : 6 morts dans un accident de circulation, à Luila,** et huit autres grièvement blessées. Le commandant de la police de Kasangulu a attribué ce drame à l'absence du triangle de pré-signalisation après le stationnement du camion de la compagnie Getragri. "Le camion de l'entreprise Trans gazelle qui roulait à vive allure a percuté celui de Getragri en stationnement et qui transportait des grumes de bois", a-t- relaté.

**Butembo : tenue d'une matinée d'échanges pour éveiller la conscience des jeunes.** Le président du Conseil déplore que les structures des jeunes de Butembo soient infiltrées par des politiques. « Nous sommes en train de voir certains leaders qui passent par des groupes non politiques, ça peut être un groupe de la société civile, un groupe de pression, dans un mouvement citoyen avec la visée d'un pouvoir politique. Au final, il va utiliser les jeunes à ses intérêts privés, au détriment de l'intérêt de cette même jeunesse ».

**Maniema : les sagefemmes appelées à travailler pour le bien-être de la communauté.** Le ministre provincial de la Santé a également invité cette catégorie professionnelle à privilégier avant tout la vie des femmes et des nouveaux nés. Le président provincial de la société congolaise des sagefemmes a fustigé les difficultés qu'elles rencontrent au Maniema : « La mauvaise utilisation de la sage-femme dans les services inappropriés ».

**Butembo : 8 cas d'assassinats enregistrés à Bulengera, en trois mois.** Huit cas d'assassinats sont enregistrés, depuis février dernier, dans la commune de Bulengera, à Butembo (Nord-Kivu). La proximité de la commune de Bulengera de la chefferie de Bashu, en territoire de Beni, en proie aux groupes armés, serait l'une des raisons à la base de cette recrudescence d'insécurité dans cette municipalité. « D'autre part, la présence du camp militaire en plein quartier résidentiel où des militaires incontrôlés seraient pointés comme auteurs de l'insécurité ». De son côté, le commandant des Fardc à Butembo appelle la société à dénoncer les soldats qui seraient à la base de l'insécurité mêmes ceux qui habitent en dehors du camp. Le commandant urbain de la PNC attribue ces cas d'assassinats aux règlements de compte, liés aux différents conflits fonciers. Il appelle en outre la population à la vigilance et à faire confiance à la justice au lieu de se faire justice.

**Nord-Kivu : des miliciens accusés de diverses exactions sur la population, à Mubana.** Le fonctionnaire délégué de l'Etat à Mubana, territoire de Lubero cite des incursions, des tueries, des kidnappings, des vols armés et autres actes de barbarie. Une situation qui inquiète de plus en plus cette autorité politico administrative. Pour lui cette recrudescence de l'insécurité entrave le développement. Il reste convaincu que le déploiement des agents de sécurité reste l'unique solution pour éradiquer l'insécurité dans cette partie du territoire de Lubero.

**Kinshasa : lancement de la campagne de dépistage volontaire des hépatites.** D'après le coordonnateur du projet «RDC Tokolonga Hépatites » (En RDC, nous allons vaincre l'hépatite), cette campagne vise à doter le gouvernement des statistiques des personnes, souffrant d'hépatite. Le souci est d'aller à la prise en charge médicale des hépatites. Pour ce faire, il préconise de d'étendre des enquêtes dans toutes ses 35 zones de santé.

**La SOMICO décide de relancer ses activités au Nord et Sud-Kivu.** La Société Minière du Congo, ex Sominki, a décidé, samedi 14 mai, de relancer les activités de ses chantiers miniers de Kamituga (Sud-Kivu) et de Walikale (Nord-Kivu). Réunis à Kinshasa, les actionnaires de cette société ont levé également l'option de redémarrer les activités énergétique, d'aviation, de pêche, d'agriculture et d'élevage. Pour ces actionnaires, il faut initier des poursuites judiciaires à l'endroit des sociétés qui s'adonnent à l'exploitation illicites des minerais à l'Est du pays.

**Ituri : des attaques des ADF font environ 20 morts, en une semaine, à Djugu (Société civile).** L'ONG Convention pour le respect des droits humains (CRDH) confirme ce bilan de 20 morts dont cinq ont été calcinés et l'incendie de 21 motos. Les dépouilles de certaines victimes ont été acheminées au Nord-Kivu et d'autres sont abandonnées dans la forêt. Pour sa part, la société civile de Walesse Vonkutu, au groupement Bandavilenga, atteste la recrudescence de l'insécurité, depuis une semaine, le long de l'axe Komanda-Luna.

**Kongo-Central : inauguration de la première morgue publique à l'hôpital général de référence de Seke Banza.** Cette chambre moderne de conservation des dépouilles a été construite sur fonds du gouvernement provincial. Cette morgue érigée dans l'enceinte même de l'hôpital général a une capacité de conservation de 50 corps. Elle est dotée d'un groupe électrogène pour faire face aux éventuelles coupures de l'électricité.

**Colonel Guillaume Njike : « L'armée congolaise ne noue aucune alliance avec les groupes armés qu'elle combat »** Il a fait cette mise au point le 14 à partir de Rutshuru, pour réagir ainsi au communiqué du M23 du 12 mai dernier. Dans ce communiqué, le M23 dénonce des « alliances » que les Fardc seraient en train de nouer avec certains groupes armés. Dénonciations que cet officier qualifie de mensongères et calomnieuses. En

revanche, le secteur opérationnel Sokola 2 accuse à son tour le M23, de violer les recommandations du conclave de quatre Chefs d'Etat, tenu à Nairobi. Dans cette déclaration, son porte-parole accuse ce mouvement rebelle de continuer à renforcer ses rangs par les recrutements des jeunes à qui ils promettent les emplois et la nationalité congolaise.

**Ituri : les ADF s'illustrent par des tueries et des prises d'otage dans la chefferie de Bahema Boga.** Quatre personnes ont été tuées et une vingtaine de personnes prises en otage en 10 jours dans la chefferie de Bahema Boga au sud d'Irumu. Selon la société civile locale, la population a réduit tous ses mouvements à cause de la présence de ce groupe armé à la périphérie de cette entité. Pour cette structure, l'impact de la mutualisation des forces Fardc-armée ougandaise n'est pas visible car les exactions de ce groupe armé se poursuivent. Le porte-parole de l'armée en Ituri, exhorte la population à la vigilance, car les opérations militaires contre ce groupe armé se poursuivent.

**Beni : l'insécurité à la base de la hausse des prix dans la chefferie de Bashu.** A ce jour, une grande partie de la chefferie de Bashu dans le territoire de Beni est touchée par l'activisme de groupes armés. Cette situation est souvent à la base d'un déplacement de plusieurs habitants vers des milieux jugés sécurisés. Nombreux de ces déplacés ont abandonné leurs champs pour se concentrer dans la ville de Butembo et d'autres agglomérations. La production baisse et les prix de plusieurs denrées alimentaires ont galopé. D'autres produits agricoles deviennent rares sur le marché. Une situation qui, selon le directeur de l'organisation paysanne Association des producteurs agricoles de Vuhimba, Deogratias Kambale Kamavu, freine le développement de la région. « Depuis 1993, nous avons éradiqué le kwashiorkor. Mais aujourd'hui, nous risquons encore de retourner à la case de départ faute de nourriture de qualité ».

